



Le point

VOLUME 36 - NUMÉRO 1 - MARS 2016

STAGE DE
SOLIDARITÉ
Lesbienne
à Bayamo

Carol-Anne Massé

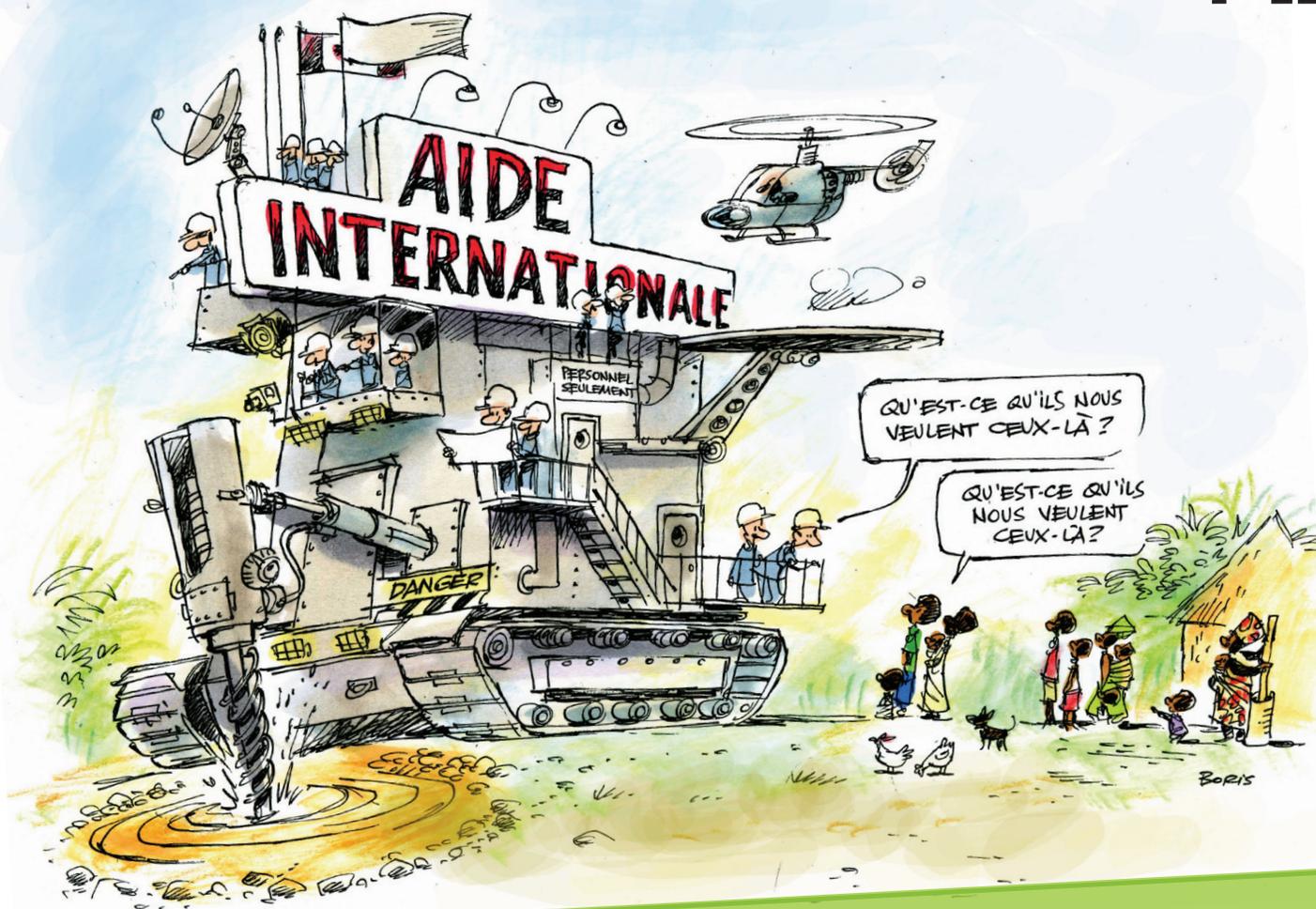
PAGE 7



DOSSIER SPÉCIAL :

La solidarité internationale

À LIRE EN PAGES 4 À 11



**Entrevue avec
Javier Escamilla**

Par Claude Lacaille

PAGE 14



**Le Partenariat
transpacifique**

Par Claude Vaillancourt

PAGE 16



**Une démocratie
gangrénée**

Par Daniel Landry

PAGE 18



SOMMAIRE

ÉDITORIAL	p. 2-3
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	
Les limites de la solidarité internationale	p. 4-5
le rôle et les limites du quatrième pouvoir	p. 6
De Montréal à Bayamo	p. 7
NOUS NE SOMMES PAS SEULS	
Allier innovation et expérience	p. 8-9
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	
La sécurité sous la loupe du CS3R	p. 10-11
COLLABORATION SPÉCIALE: Entre espoir et défis	p. 12
CLIN D'OEIL SUR LE MONDE: La poudrière sahélienne	p. 13
GRANDE ENTREVUE: Réfugié: un cheminement	p. 14-15
ENJEUX: Une importante bataille	p. 16-17
ÉLECTIONS AMÉRICAINES: Une démocratie gangrenée	p. 18-19
MILITARISATION: Je dépense donc je tue	p. 20-21
TERRORISME: Les dépenses de l'État islamique	p. 22
RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF	
L'éducation à la paix, une priorité	p. 23
BABILLARD	p. 24
ENJEUX INTERNATIONAUX	
Fin de parcours pour les FARC	p. 25
AGENDA SOLIDAIRE ET CULTUREL	p. 26
FINANCEMENT DU CS3R	p. 27

Le Point est une publication biannuelle

Comité de Solidarité/Trois-Rivières
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Téléphone : 819-373-2598 - Télécopieur : 819-373-7892
www.cs3r.org - communication@cs3r.org

Conception graphique et mise en page

Martin Rinfret (martin.rinfret@cgocable.ca)
Envoi de publication Enregistrement no. 488 151
ISSN : 0828-7910 Tirage : 1000 exemplaires
Imprimé sur papier 100% recyclé
Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué
à la rédaction de ce numéro.

Directeur général du CS3R : Jean-Marc Lord

Président du conseil d'administration : Jean-Claude Landry
Corrections : Amélie Singcaster et Olivier Gamelin
Recherches : Alice Grinand



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Initiative financée par :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

En collaboration avec :



Avec l'aimable appui de :



Sans compter l'apport de :



ÉDITORIAL

QU'ON NE NOUS Y REPRENNE PLUS !



Jean-Claude Landry

Président du conseil d'administration du CS3R

Qui donc, parlant de l'engagement militaire canadien, a récemment déclaré: « L'expérience en Irak, l'expérience en Libye, les expériences dans des endroits semblables pendant les dernières années, y compris nos efforts et nos accomplissements en Afghanistan, soulignent le fait que la meilleure façon de promouvoir une stabilité à long terme dans la région, c'est d'aider les gens locaux à combattre contre les terroristes et à regagner leur terre et leur pays »?

La Coalition Échec à la Guerre? Non! Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières? Non, bien que notre organisme soutient ce point de vue depuis que le Canada s'est engagé dans des expéditions militaires visant à imposer, *manu militari*, la démocratie et les valeurs occidentales.

Ces paroles sont plutôt celles de Justin Trudeau, premier ministre du Canada. Comment ne pas voir dans cette déclaration un diagnostic sévère des aventures militaires menées par le Canada et, par extension, par la coalition des pays occidentaux depuis le début de ce siècle?

On constate aujourd'hui les conséquences catastrophiques de cet aventurisme militaire, pourtant prévues et annoncées par ceux qui s'y opposaient. Aventurisme qui s'appuyait sur la conviction, erronée, que fort d'une supériorité militaire et doté des technologies militaires de pointe, on pouvait vaincre n'importe quelle force ennemie et écraser toute tentative de résistance. On voit ce que cela a donné.

**En s'aventurant
dans des opérations
guerrières à courte vue
nous avons, dans les
faits, mis en place les
conditions propices à
l'apparition d'armées
irrégulières.**

En s'aventurant dans des opérations guerrières à courte vue nous avons, dans les faits, mis en place les conditions propices à l'apparition d'armées irrégulières qui, profitant du chaos et des bouleversements multiples générés par la guerre, sont devenues de puissantes organisations terroristes. Des organisations dont les actions et le rayonnement obligent aujourd'hui ces mêmes puissances à reprendre du service pour éradiquer ce qui est devenu un cancer dont les métastases se répandent jusqu'en Afrique du Nord et dans le Sahel.

En témoigne l'attaque terroriste commise à Ouagadougou, le 15 janvier dernier, qui a fait 29 victimes, dont six Québécois, froidement assassinés au terme d'une mission humanitaire au Burkina Faso. L'émotion provoquée par ce tragique événement a été telle qu'une partie de l'opinion en est venue à remettre en question la fin des frappes aériennes



Si le Canada n'utilisera plus ses avions de chasse CF-18 pour combattre l'État islamique en Irak et en Syrie, il entend tout de même mettre à contribution ses militaires pour former les forces kurdes sur le terrain.

canadiennes en Irak et en Syrie, allant même jusqu'à réclamer l'envoi de troupes canadiennes pour combattre sur leur terrain les groupes terroristes.

Acquiescer à ces demandes aurait été une grave erreur, comme l'ont démontré tous les engagements militaires précédents. Que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Libye, et maintenant en Syrie, le bilan est très lourd. Destruction d'infrastructures, délitement des sociétés, tensions et affrontements interethniques, prolifération des armes lourdes et légères, croissance de la criminalité, insécurité persistante des populations locales... Comment peut-on croire encore au bien-fondé des engagements militaires de l'Occident?

Nous sommes donc en accord avec la décision du nouveau gouvernement du Canada de cesser ses bombardements directs en Irak et en Syrie, et celle d'ouvrir nos frontières à ces hommes, femmes et enfants qui fuient les affres de la guerre et cherchent refuge chez nous. Et surtout qu'on ne nous y reprenne plus!

FIN DE LA MISSION CANADIENNE ?

Le 15 février, les CF-18 canadiens effectuaient leurs derniers bombardements contre les positions de l'État islamique (EI). Leur cible : un poste de combat de l'EI dans les environs de Fallouja. Après 251 frappes aériennes (246 en Irak et 5 en Syrie), est-ce la fin de la mission militaire canadienne dans ce coin du monde ? Rien n'est moins sûr.

Non seulement le Canada maintiendra-t-il sur place deux appareils de surveillance CP-140 et un avion de ravitaillement pour soutenir les bombardements effectués par les autres pays de la coalition, mais qui plus est, le nouveau plan d'action du gouvernement dans cette région prévoit être plus dispendieux (1,6 milliard \$ sur 3 ans), mais surtout, de l'avis même du gouvernement, plus dangereux.

Le premier ministre Justin Trudeau a annoncé le 17 février que le Canada ne baissait pas les armes contre l'EI. Au contraire. Au cours des prochaines semaines, le nombre de soldats canadiens déployés dans la région augmentera. Bien que le gouvernement assure que ses troupes seront principalement affectées à la formation des forces kurdes retranchées au nord de l'Irak, il avoue du même souffle que les risques seront également décuplés. « Des morts et des blessés sont possibles », avoue sans ambages le chef d'État-major des Forces canadiennes.

En mars dernier, le gouvernement fédéral entérinait la nouvelle orientation que prendront les actions canadiennes contre l'État islamique. Ainsi, le nombre de soldats terrestres passera de 650 à 830. Également, le Canada fera parvenir davantage d'armes légères et de munitions dans le nord de l'Irak, soit en territoire Kurde.

Ils ont été nombreux, les experts et les pseudos, à répandre leurs opinions personnelles sur la coopération internationale et les stages de solidarité à la suite des attentats de Ouagadougou le 15 janvier dernier. Il s'en est dit, des sornettes plus ou moins mesurées, des préjugés plus ou moins fondés, des analyses basées sur des impressions dénuées de toute assise solide. Si bien, en fait, qu'il nous semblait pertinent de remettre les pendules à l'heure en proposant dans le présent Point un dossier spécial sur la solidarité et la coopération internationale. Nous vous offrons aujourd'hui les fruits de cette réflexion, alimentée par des gens qui s'y connaissent en matière de stages outremer et de solidarité.

LES LIMITES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Certains préjugés plongent leurs racines profondément, souvent dans la terre de l'ignorance. Cela dit, l'actualité leur donne parfois – et malheureusement – raison. Le tremblement de terre qui a secoué Haïti le 12 janvier 2010 et le tsunami qui s'est abattu sur l'Asie du Sud en 2004 sont deux exemples probants qui témoignent des limites de la coopération internationale, pour ne pas dire des effets pervers que peut engendrer cette coopération si elle est mal coordonnée et si elle s'active selon les préceptes de la pyramide inversée des besoins.



Olivier Gamelin

Département des communications
du CS3R

« Le tableau [de la coopération internationale] est sombre », note d'emblée Sylvain Pinet, coordonnateur des stages au Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R). En effet, un chaos d'ensemble se dégage parfois de l'aide humanitaire telle que pratiquée par certaines grandes Organisations non gouvernementales (ONG). Chacun travaille dans son petit recoin, parfois en faisant fi des besoins exprimés par les citoyens du pays d'accueil. Autant de pratiques douteuses, au mieux inefficaces, qui alimentent les clichés véhiculés sur tous les toits lorsqu'un événement dramatique, comme celui d'Haïti ou d'Indonésie, frappe de plein fouet l'actualité internationale.

COORDONNER LA COOPÉRATION

Force est d'admettre que la coopération est parfois très mal coordonnée. Une réalité particulièrement probante à Haïti, où se sont rendus à de multiples reprises Sylvain Pinet et son équipe. Pour la petite histoire, le CS3R œuvre depuis plusieurs années en Haïti, entre autres auprès de son partenaire IRA-TAM (Institut de recherche et d'appui technique en aménagement du milieu) dans la région de Cap-Haïtien et de Sainte-Suzanne.

« Le manque de coordination entre les ONG, je l'ai observé de façon plus forte en Haïti », remarque M. Pinet. « Ça m'a vraiment

choqué. En Afrique, on l'avait senti, mais il y a tout de même un niveau de coordination plus élevé, entre autres au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso. En Haïti, le problème vient surtout des humanitaires/religieux. Sous le couvert de croyances, d'un système de valeurs un peu supérieur, ils se sentent le droit d'intervenir sans nécessairement s'intégrer. Physiquement, on le voit. Telle clinique de telle religion en Haïti est entourée d'un mur, il y a un gardien de sécurité à la porte et l'accès est limité. Ils sont difficiles à fédérer. »

Après le tremblement de terre qui a secoué Haïti en 2010, les occidentaux se sont rués sur la petite île d'Hispaniola pour « secourir » le million d'Haïtiens qui, du jour au lendemain, se retrouvèrent à la rue, lorsqu'ils n'y étaient pas déjà. Même si l'eau potable, par exemple, manquait cruellement à l'appel, des milliers de travailleurs humanitaires débarquèrent à l'aéroport de Port-au-Prince pour « faire quelque chose », en dépit des besoins observés sur le terrain. En bout de piste, cette « aide humanitaire » fut déplorable : plus de six ans après la catastrophe, Haïti est toujours à reconstruire ses infrastructures de base. Sans surprise, l'île dépend encore à plus de 60% de la communauté internationale pour subvenir à ses besoins.

En 2011, un groupe consultatif des Nations Unies déposait un rapport dans lequel ses membres dénonçaient le manque de coordination entre les différents projets humanitaires à Haïti. « La coordination de l'aide est un défi majeur auquel le groupe accorde une importance particulière depuis plusieurs années. Il est devenu urgent en vue du nombre grandissant d'acteurs impliqués

Chacun travaille dans son petit recoin, parfois en faisant fi des besoins exprimés par les citoyens du pays d'accueil.

« dans l'effort d'aide à Haïti et les ressources allouées au processus de reconstruction », écrivait-il.

LA PYRAMIDE INVERSÉE

Lors du tsunami du 26 décembre 2004 en Indonésie, qui a entraîné dans sa vague plus de 280 000 victimes, un mouvement d'aide internationale sans précédent s'est aussitôt mis en branle. Moins de deux semaines après la catastrophe, plus de 10 milliards \$ avaient été impulsivement promis par la communauté internationale. Cela dit en toute méconnaissance des besoins exprimés par la population locale. Ainsi, quelques jours après le tsunami, près de 4000 tonnes de médicaments (2 kilos par habitant!) furent acheminées non loin de l'épicentre. Le quart desdits médicaments était périmé et plus de 70% était inutilisable, faute de pouvoir lire les posologies. Une situation qui a entraîné un désagrément non négligeable pour les populations locales qui durent déboursier d'importantes sommes afin de se départir des pilules et autres crèmes dont ils n'avaient pas besoin.

À ce propos, M. Pinet est d'avis que l'une des clés de la réussite d'un projet de coopération internationale est le développement d'une relation de confiance avec les organismes locaux qui oeuvrent déjà sur le terrain. À l'image d'une pyramide inversée, la coopération internationale ne doit pas se nourrir des sentiments subjectifs qui poussent un occidental à « aider son voisin du sud », mais bien tenter de comprendre les besoins de ce dernier et de discuter, avec lui, des projets à mettre en place pour combler ses attentes.

« Il faut que tu t'assures que tu n'es pas en train de faire le travail en double. C'est la logique de la chose », lance M. Pinet. « Connaître les besoins sur le terrain, c'est la base d'un projet qui va avoir des retombées durables. Sinon, on creuse un puits, on y met une pompe, et quand la pompe est brisée on cesse d'utiliser le puits. Ça s'arrête là. C'est une réalité qu'on voit partout. »

« Au CS3R, on choisit nos partenaires », renchérit le coordonnateur. « Ce sont eux, nos partenaires, qui sont la porte d'entrée sur la réalisation positive d'un projet, ce sont eux qui ont l'expertise, ce sont eux qui connaissent les besoins locaux, ce sont eux qui ont un contact direct avec les bénéficiaires et la population. Par leur travail, ce sont eux qui sont dans un processus d'organiser les gens pour que ces gens répondent eux-mêmes à leurs besoins. »

Ainsi, au CS3R, Sylvain Pinet travaille d'arrache-pied depuis près de 20 ans pour que les actions de ses stagiaires s'inscrivent non seulement en continuité des ressources déjà existantes sur le terrain, mais qui plus en fonction des besoins qui y sont observés. Deux angles d'approche, en matière de coopération internationale, qui évitent de submerger la population d'un pays sous des tonnes de poisson alors qu'il est beaucoup plus simple, et efficace, de lui montrer à pêcher.



Chaque année, le CS3R accompagne près de 250 jeunes dans le cadre de projets de solidarité, et ce aux quatre coins de la planète.



Le coordonnateur des stages au Comité de Solidarité/Trois-Rivières, Sylvain Pinet, est d'avis qu'un projet de coopération internationale doit émerger des besoins d'une population donnée, et non pas de la volonté des coopérants. On voit ici M. Pinet lors de la réalisation d'un projet d'agriculture au Mali en 2012.

LE RÔLE (ET LES LIMITES) DU QUATRIÈME POUVOIR

On les pointe régulièrement du doigt, les médias. Certains les accusent, à l'instar du chacal dans le règne animal, d'être à l'affût du moindre lambeau de chair humaine, reniflant la misère uniquement pour occuper leur temps d'antenne ou colorer des écrans cathodiques. Pourtant, en matière de coopération internationale, voire lors d'une catastrophe humanitaire, les médias jouent un rôle indispensable. Loin d'être la source d'un problème, ils sont plutôt parties prenantes de la solution, malgré leurs limites.

Olivier Gamelin

D'emblée, les médias permettent de focaliser l'attention du public sur des crises humanitaires qui, sans l'œil vigilant de la caméra, seraient passées sous les radars. Par exemple, n'eût été du jeune kurde de 3 ans, Aylan Kurdi, mort noyé à l'orée d'une plage de Turquie, dont la photo a été reprise en boucle sur la planète média, force est d'admettre que les politiciens canadiens, alors en pleine campagne électorale, n'auraient pas promis mer et monde pour venir en aide aux réfugiés syriens. En contrepartie, lorsque le terrain où s'activent les coopérateurs humanitaires n'est pas très « sexy » médiatiquement parlant, la crise devient quasi inexistante, et pour le public, et pour les bailleurs de fonds.

Si la machine médiatique s'intéresse à un projet de coopération internationale, les fonds affluent d'autant plus rapidement. Non seulement les médias traitent-ils directement de la catastrophe, mais également rapportent-ils les différentes collectes de fonds organisées régionalement, ce qui incite la population à ouvrir davantage la générosité de leur portefeuille.

À ce propos, les médias sociaux ne sont pas en reste en matière de financement. Par exemple, lors du séisme qui a secoué Haïti en janvier 2010, un message gazouillé sur Twitter par le rappeur Wyclef Jean a permis d'amasser plus de 2 millions \$...en moins de 24 heures.

Les médias traditionnels jouent également un rôle non négligeable en matière de sensibilisation du public. Quatrième pouvoir, ils sont des courroies de transmission efficaces pour relayer les émotions, par exemple les témoignages de survivants et les images chocs, autant d'éléments visuels et subjectifs qui génèrent des efforts de solidarité. Cependant, en mettant uniquement l'accent sur l'aspect « émotionnel » d'une crise humanitaire, les médias réduisent parfois une problématique complexe en joute du « méchant » contre le « gentil ».

À la suite du tremblement de terre qui a secoué Haïti, les photos et vidéos des maisons écroulées et des cadavres jonchant les rues ont

tourné en continu sur les écrans de télévision. En retour, il a été bien peu question de déforestation, ni plus des institutions politiques haïtiennes gangrenées par la corruption, deux problématiques qui ont aggravé, en aval et en amont, les conséquences négatives inhérentes au séisme.

Notons également le risque réel que les organisations non gouvernementales (ONG) de coopération internationale deviennent dépendantes de la couverture médiatique encadrant une crise, passant ainsi à côté de situations toutes aussi dramatiques, mais qui ne bénéficient pas de la pupille attentive des caméras. Les ONG n'ont souvent d'autre choix que d'agir en fonction des exigences des bailleurs de fonds et des dons recueillis, eux-mêmes tributaires de l'espace médiatique que la crise occupe. Par exemple, lorsque la communauté internationale a offert un chèque de 11 milliards \$ sur cinq ans pour soutenir Haïti, somme amassée grâce à la surmédiatisation du tremblement de terre, les ONG auraient eu bien du mal à en réclamer davantage pour atténuer les effets dévastateurs de la terrible sécheresse qui a assoiffé l'Afrique de l'Est quelques mois plus tard.

Ainsi, même s'ils sont parties prenantes de la solution, les médias ont cependant leurs limites en matière de coopération internationale. Ainsi, à l'heure du « direct » et de l'information continue, une crise

humanitaire en chevauche souvent une autre. L'attention des journalistes est constamment sollicitée à gauche, puis à droite. Les suivis sont plutôt rares. Plus de cinq ans après le séisme haïtien, la première démocratie américaine occupe aujourd'hui une bien mince place dans les médias traditionnels, lorsqu'elle en occupe une. *Idem* pour le Burkina Faso. Moins de trois mois après les attaques terroristes de Ouagadougou, qui ont fauché la vie à six coopérateurs québécois, qui s'intéresse encore à ce pays du Sahel, parmi les plus pauvres de la planète?

Comme l'indiquait l'intellectuel palestino-américain Edward Saïd : « Les crises ne s'arrêtent pas quand CNN arrête de les couvrir! »

DE MONTRÉAL À BAYAMO, ÊTRE LESBIENNE À L'ÉTRANGER

À Montréal, je ne me sens pas si marginale qu'on pourrait le croire. Je sors des normes, oui, mais je me sens dans la tranche la moins marginale des personnes qui en sortent. Si j'avais à nommer mon style et l'identité qui s'en dégage, je me catégoriserais comme androgyne avec un penchant vers le côté masculin du spectrum. À Montréal, malgré cela, on se retourne bien peu sur mon passage.



CAROL-ANNE MASSÉ

Coopérante internationale et étudiante à l'Université Concordia

À l'été 2015, en un vol direct pour Cuba, je ne passais plus inaperçue... J'étais dans un autre univers, même si j'allais y travailler avec des membres des communautés lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBT). Après huit mois de préparation au Québec sous la coordination du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, sept stagiaires et moi arrivions à Bayamo pour participer à un projet de lutte contre l'homophobie avec des activistes cubains et cubaines.

Penser qu'il n'y a pas de lien entre ma place dans l'échelle de marginalité de ma ville d'origine et le stage que j'ai fait avec le Centre provincial de promotion de la santé et de prévention des ITSS et du VIH-Sida Granma, effacerait ce qui m'a portée dans mes interactions et mes observations à Cuba. Je suis consciente aujourd'hui, plus que jamais, de comment mon apparence et mon identité ont influencé mes expériences sur le terrain. La lecture que les Cubains et Cubaines que j'ai rencontrés ont eu de moi pendant deux mois a joué un rôle dans tout ce que j'y ai vécu et accompli.

Le stage auquel je prenais part m'a appelée à collaborer avec des groupes de personnes LGBT au quotidien. Cependant, à l'intérieur comme à l'extérieur de ces groupes, la catégorisation que les gens faisaient de moi concordait rarement avec ma perception de moi-même. Parfois, quelques mots suffisaient à confirmer aux gens rencontrés que j'étais une femme lesbienne qui portait des vêtements « pour homme ». À d'autres moments, c'était plus complexe. J'ai compris le pouvoir des normes sur les expériences de vie et sur les corps. Sur mon corps.

À Bayamo, l'androgynie est invisible. Une ville comme La Havane, la capitale de Cuba, permet peut-être une diversité d'apparences plus importante, mais je n'ai pas eu accès à cette pluralité de styles. Je suis passée d'une capitale économique, Montréal, à une municipalité qui, bien que le centre d'une province, garde une atmosphère

de village. La taille de Bayamo a probablement influé sur ce que j'ai ressenti. Depuis mon retour à Montréal, je me demande même si je ne vivrais pas le même type d'expérience si j'allais vivre en campagne dans ma propre province.

Je savais que les choses seraient différentes à Cuba, mais je ne pensais pas être lue comme un homme. Lorsqu'une femme m'a claqué la porte des toilettes des femmes au nez une semaine après mon arrivée, j'ai compris que j'étais plus marginale à Bayamo qu'à Montréal. La violence et le dégoût dans le regard de cette femme m'ont montré le pouvoir des normes. Même la catégorie de *lesbiana fuerte* (lesbienne forte)* ne pouvait pas contenir ma marginalité. Ma masculinité n'avait rien à voir avec la leur. Elle n'avait rien à voir avec leurs codes. Je suis restée pendant deux mois une source de questionnements, hypervisible contre mon gré, mais invisible pour mon identité réelle.

Depuis mon retour à Montréal, je me demande même si je ne vivrais pas le même type d'expérience si j'allais vivre en campagne dans ma propre province.

Je sais que ma nationalité canadienne et la blancheur de ma peau ont aussi affecté mon parcours à Cuba. Mon statut d'étrangère a eu un impact sur les regards posés sur moi, et mes observations sur les communautés lesbiennes sont teintées de cette situation d'étrangère. De la même manière que mes traits et mes gestes étaient lus avec des codes cubains, je lisais les visages, les corps, les comportements et les discours des gens que je rencontrais avec un cadre de référence nord-américain.

Ces constats sont essentiels à mon cheminement de stagiaire à l'étranger et d'étudiante en études des femmes à Montréal. C'est à travers ces remises en question sur la (ma) marginalité que j'ai commencé à saisir les narratifs des gens que j'ai rencontrés à Cuba et que j'ai développé une certaine compréhension des réalités des femmes lesbiennes de la province de Granma. Même si je suis une femme lesbienne, je suis étrangère aux communautés lesbiennes d'ailleurs, mais leurs histoires me sont riches et je n'en suis pas moins en solidarité avec les femmes qui en font partie.

Lorsque je repartirai à l'étranger pour collaborer avec le *Colectivo de Mujeres 8 de Marzo*, au Nicaragua, à l'automne 2016, je serai forte de ces apprentissages et de ces rencontres, prête à être déstabilisée à nouveau.

* Le mot *fuerte* est un adjectif utilisé dans les communautés lesbiennes cubaines pour décrire une lesbienne masculine. Sans pouvoir résumer la complexité des expériences vécues par les femmes s'identifiant ou étant identifiées dans leur communauté comme *fuertes* à une essence et quelques caractéristiques définies, être *fuerte* fait de manière générale référence à l'adoption chez certaines de traits physiques et/ou de comportements associés à la masculinité cubaine.

NOUS NE SOMMES PAS SEULS!

CENTRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

ALLIER INNOVATION ET EXPÉRIENCE!

Fondé en 1979, le Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CSI) est une organisation régionale qui se consacre à la solidarité et à la coopération internationale. Grâce à ses projets outremer et à ses programmes de stage, il soutient des communautés du Burkina Faso, du Sénégal et de l'Équateur pour assurer un développement durable.



Marie-Hélène Forest

Directrice générale

C'est tout un virage que le CSI a dû opérer dans les dernières années! L'organisation a vécu plusieurs transitions, tant dans notre structure de financement, dans notre programmation, dans notre modèle organisationnel et même dans la composition de notre équipe. Ce sont maintenant trois responsables qui travaillent de pair avec la direction générale, toutes appuyés de nombreuses ressources contractuelles, de personnes consultantes, de stagiaires et de bénévoles. Le CSI peut également compter sur un conseil d'administration très impliqué, composé de 9 membres, de provenance et d'occupations variées.

Une récente réorganisation du travail divise dorénavant les mandats des responsables par continent. Force est de constater que cette approche contribue à créer des interventions structurantes sur le terrain, en plus de favoriser la collaboration entre les responsables. Il s'agit finalement d'une opportunité de réaliser des ajustements dans nos façons de faire, en fonction des profils de la nouvelle mouture et des réalités organisationnelles actuelles.

SENSIBILISER LA POPULATION

Raison même de sa fondation, la sensibilisation du public reste un axe majeur des actions du CSI. La population est rejointe tout au long de l'année à travers plusieurs rendez-vous : la Semaine du développement international, la programmation régionale des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), différentes actions ponctuelles de sensibilisation dans les écoles, festivals et autres événements communautaires, de même que par le biais de nos propres événements de financement. Moment important des JQSI en novembre 2015, le Groupe de recherche et d'intervention régionale s'est associé au CSI par la tenue d'une conférence de la chercheuse Caroline Jean sur l'organisation et les luttes de groupes de femmes autochtones vivant en communautés éloignées dans la région du sud et sud-est mexicain.

Une nouveauté cette année : le projet « Théâtre citoyen pour l'égalité » a pour objectif de sensibiliser la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'importance de la solidarité internationale dans une perspective d'égalité entre les peuples. Vingt jeunes participent à ce projet animé par la troupe de théâtre La Voix Actée, qui se veut pour et par

les jeunes. Après une période de création, les jeunes deviennent des agents et agentes de changement et partent en tournée dans la région afin de sensibiliser 500 jeunes. Via des saynètes auxquelles ils peuvent participer, les « spect Acteurs » sont amenés à réfléchir sur les relations de pouvoir entre le nord et le sud.

LES PROJETS OUTREMER

Nos projets de développement se déroulent principalement dans les provinces du centre-sud et du centre-ouest au Burkina Faso, ainsi que dans la province du Chimborazo en Équateur. Cette régionalisation vise à maximiser les retombées des initiatives et leur prise en charge locale.

Au Burkina Faso, le projet « Amélioration des conditions de vie des familles par la réalisation d'activités génératrices de revenus autour du Parc national Kaboré Tambi » est présentement en cours avec nos quatre associations partenaires. À la suite d'une étude des besoins avec les groupements de femmes et de jeunes participants, un programme de formation a été mis en œuvre sur la gestion de la vie associative, la gestion de projets, les techniques de production, l'entrepreneuriat, l'organisation paysanne et la commercialisation.

En Équateur, le projet réalisé avec notre partenaire, le *Centro de desarrollo, diffusion e investigacion social*, vise la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des familles dans différentes communautés du canton de Guano, par la construction de systèmes d'irrigation, ainsi que l'établissement de jardins familiaux biologiques et de fermes intégrales.

LES STAGES INTERNATIONAUX

Près de 80 stagiaires partiront cette année en Équateur, au Burkina Faso et au Sénégal. En Équateur, le Programme de stages internationaux pour les jeunes diplômés (PSIJ) permet à de jeunes diplômés d'intervenir dans la province du Chimborazo, pour des mandats en environnement, accès à l'eau, agriculture biologique, gestion de coopérative, santé communautaire, ainsi qu'en arts et savoirs ancestraux.

Dans le cadre du programme de Stages internationaux pour les jeunes autochtones (SIJA), les stagiaires travailleront avec notre partenaire la Jambi Kiwa, qui commercialise des plantes médicinales biologiques et équitables.

Le programme Québec sans frontières (QSF) permettra à des jeunes de découvrir la coopération internationale en travaillant en agriculture biologique et dans un camp de vacances pour enfants dans la communauté autochtone de Nitiluisa.

Au Burkina Faso, les stagiaires PSIJ effectueront leurs mandats à Bousse et à Pô, en nutrition, en éducation relative à l'environnement, en intervention sociale et en commercialisation. Les stagiaires QSF travailleront en intervention sociale autour d'un projet sur les personnes vivant avec un handicap à Manga.

À l'automne 2015, ce sont 8 stagiaires PSIJ et 4 stagiaires SIJA qui sont partis au Sénégal pour des mandats en intervention sociale, écotourisme, agriculture, commercialisation, animation et développement local.

Nous organisons également des séjours solidaires, à l'intention des groupes et d'individus intéressés à vivre une première expérience de coopération solidaire et internationale. En juin prochain, un groupe

Notre approche implique d'être en évaluation constante de notre action outremer, de la peaufiner. Cela nous porte aussi à revamper nos stratégies pour mobiliser la population, particulièrement les jeunes, autour des enjeux de solidarité internationale. Parce que les perpétuels changements doivent nous permettre de bâtir notre continuité!

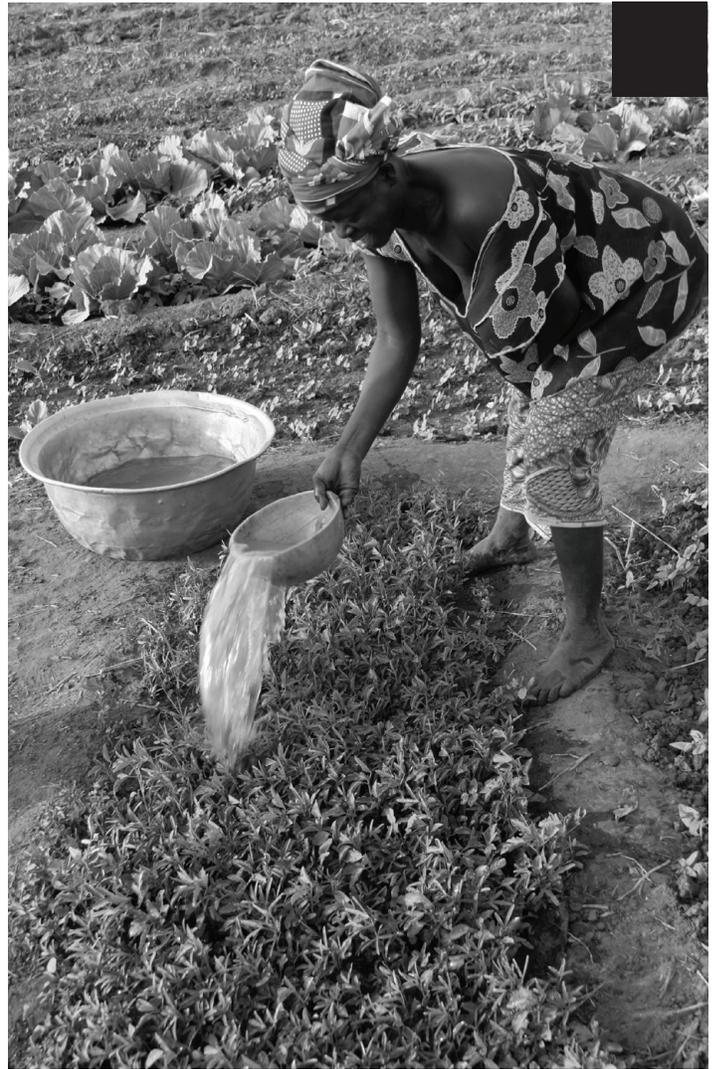
de femmes de l'organisme « Ronde et jolie » partira en Équateur afin de réaliser un projet d'échange en lien avec l'enjeu de la diversité corporelle des femmes.

UNE FORCE QUI COMPTE EN RÉGION

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le CSI est bien implanté dans sa communauté, fort de ses nombreux partenariats avec les établissements scolaires, des organisations jeunesse, des mouvements féministes, les organismes d'accueil des personnes immigrantes, des entreprises d'économie sociale, des regroupements citoyens, des organisations en défense de droits, des tables de concertation en participation citoyenne, et plusieurs entreprises régionales. Situé en plein centre-ville d'Alma, c'est aussi un lieu de passage et de référence pour les futurs et anciens stagiaires.

Nommé au départ « Tour du Lac pour le Burkina Faso », le Tour solidaire est un événement phare parmi les activités du CSI, qui fête cette année sa 30^e édition. Le tour à vélo de 265 km autour du lac Saint-Jean, qui se déroulera cette année du 12 au 14 août, permet de conjuguer le régional et l'international, puisqu'il permet aux cyclistes de ramasser des fonds pour les projets du CSI en Équateur et au Burkina Faso. L'édition 2015 a permis d'amasser plus de 34 000\$.

Enfin, le CSI est aussi reconnu pour son expertise au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce qui nous permet d'explorer le développement de nou-



Les projets de solidarité internationale du CSI s'inscrivent dans une perspective de long terme et de prise en charge régionale des communautés d'accueil. Crédit photo – CSI

veaux services professionnels tels que les séjours solidaires, la formation et l'appui dans la conception de projet outremer.

ALLER PLUS LOIN!

Toute l'équipe est enthousiaste par rapport aux prochaines étapes du CSI. Ensemble, on veut aller encore plus loin! Aller plus loin signifiera d'actualiser les acquis construits au fil du temps et les adapter aux nouvelles réalités du développement international. Notre approche implique d'être en évaluation constante de notre action outremer, de la peaufiner. Cela nous porte aussi à revamper nos stratégies pour mobiliser la population, particulièrement les jeunes, autour des enjeux de solidarité internationale. Parce que les perpétuels changements doivent nous permettre de bâtir notre continuité!

Aller plus loin impliquera aussi de continuer le travail de collaboration avec nos alliés régionaux, en faisant encore davantage valoir nos expertises. Nous devons même susciter de nouveaux partenariats porteurs de sens, ici et ailleurs. C'est parce qu'on est bien ici qu'on peut se permettre d'aller plus loin!

DES ATTENTATS TERRORISTES AU VIRUS ZIKA

LA SÉCURITÉ SOUS LA LOUPE DU CS₃R

À la suite des attaques terroristes à Ouagadougou le 15 janvier dernier, alors que le virus Zika fait rage en Amérique du Sud, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) souhaite rassurer la population et ses partenaires en dévoilant certains détails de son protocole d'urgence outremer.

Olivier Gamelin

En 2014, 329 travailleurs humanitaires – sur les 450 000 déployés – ont été blessés, kidnappés ou tués à l'étranger dans le cadre de leur mission. Un triste bilan réactualisé à la suite de l'assassinat de six d'entre eux lors des récentes attaques terroristes au Burkina Faso. Bien que le risque zéro n'existe pas, ni à Montréal, ni en Afrique, ni nulle part ailleurs, le CS3R ne lésine pas sur la sécurité des 250 jeunes qu'il accompagne chaque année un peu partout sur la planète.

En matière de sécurité, le CS3R applique la notion légale du « bon père de famille », ajustant ses interventions sur la scène internationale en fonction des avis consulaires du gouvernement canadien et de la réalité observée par ses partenaires sur le terrain. Les mesures d'urgence du CS3R ont été rédigées en collaboration avec plusieurs partenaires, dont l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ainsi qu'un consultant en sécurité organisationnelle.

« Depuis plus de vingt ans, le CS3R développe et met constamment à jour ses mesures d'urgence à l'étranger afin d'assurer à ses participants un espace sécuritaire propice à la coopération internationale. Aujourd'hui encore, avec la montée du terrorisme et l'apparition de virus comme Zika, nous sommes conscients que nous devons nous adapter à ces nouveaux enjeux », note le coordonnateur des stages au CS3R, M. Sylvain Pinet, ajoutant du même souffle que « le risque zéro n'existe pas. Les stagiaires doivent accepter un minimum de risque inhérent à tout projet de coopération à l'étranger ».

À l'AQOCI, on prend également très au sérieux les questions de sécurité des coopé-

rants québécois. Certes, la situation mondiale actuelle oblige les organismes de coopération internationale à être plus vigilants que jamais sur le terrain. C'est pourquoi l'AQOCI se penche sur cette question depuis août 2015. L'Association poursuivra ses efforts en mettant en place un groupe de travail, afin de réfléchir collectivement aux nouveaux besoins émanant d'un contexte mondial en changement. Ce groupe s'appuiera sur la grande expertise de ses membres, développée depuis plus de 40 ans, pour faire face à ces nouveaux enjeux.

Lors des attaques au Burkina Faso, la cellule de crise du CS3R a été informée de la situation avant même que les médias occidentaux ne relaient l'information.

« Nous rappelons que les organismes de coopération internationale québécois qui reçoivent déjà du financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec [à l'instar du CS3R] doivent répondre à des standards élevés en matière de capacités financières, humaines, matérielles, d'encadrement, d'expérience et de santé-sécurité. Il ne faut surtout pas confondre les organisations professionnelles de solidarité internationale et les agences qui font du volontourisme [voir notre texte sur le volontourisme] », mentionne Norman MacIsaac, président de l'AQOCI.

FORMATION PRÉ-DÉPART

Le CS3R n'envoie pas de participants à l'étranger sans qu'ils aient, au préalable, suivi une formation pré-départ obligatoire. Cette formation, étalée sur plusieurs jours, a pour objectif de leur faire connaître le protocole de sécurité de l'organisme, les informer sur la culture et le climat politique du pays d'accueil et leur fournir les instructions de base en matière d'hygiène et de sécurité.

Chaque stagiaire est enregistré au Registre des Canadiens à l'étranger et doit fournir les coordonnées d'une personne-ressource à contacter en cas d'urgence. Un numéro de téléphone 24h/24, 7 jours/7, est également mis à la disposition des participants. À noter qu'un participant qui ne respecte pas le code de vie du CS3R, pour lequel il s'engage par écrit, est aussitôt rapatrié au pays.

GUIDE DE SÉCURITÉ

Avant chaque mission de solidarité internationale, l'équipe du CS3R se rend sur place afin de développer des liens de confiance avec ses partenaires. Lors de ces séjours exploratoires, le CS3R informe l'ambassade canadienne qu'un projet de coopération est envisagé, s'assure que des cliniques médicales soient disponibles à proximité, ainsi que des moyens de transport pour s'y rendre rapidement. Ces courts séjours permettent également de se familiariser avec la culture du pays hôte et ainsi mieux guider les participants à venir.

CELLULE DE CRISE

Le CS3R a mis en place une cellule de crise en mesure de s'activer sans délais en cas de besoin. Lors des attaques au Burkina Faso, alors que deux coopérants du CS3R se trouvaient sur place, la cellule de crise a été informée de la situation avant même que les médias occidentaux ne relaient l'information.



Lors des attaques perpétrées à Ouagadougou en janvier dernier, deux coopérants du CS3R se trouvaient en mission au Burkina Faso. Une situation certes teintée d'angoisses, mais qui a permis de revisiter les mesures d'urgence de l'organisme. Crédit photo – commons.wikimedia.org

La cellule de crise est formée du directeur général du CS3R, du président du conseil d'administration de l'organisme, du coordonnateur des stages et responsable des procédures d'urgence, du directeur des communications du CS3R, ainsi que du membre délégué de l'institution scolaire (si applicable).

Entre autres mandats, les membres de la cellule de crise doivent : demeurer en contact étroit avec les accompagnateurs sur le terrain, approuver les dépenses financières nécessaires, appliquer les procédures d'urgence définies par le protocole de sécurité, coordonner le suivi médiatique et assurer le support des familles concernées.

PROTOCOLE DE SÉCURITÉ

Selon le niveau d'alerte observé, le CS3R a rédigé un protocole de sécurité en situation d'urgence. Une quinzaine de situations d'urgence y sont détaillées, du décès d'un participant à un accident grave, en passant par l'emprisonnement d'un participant, une catastrophe naturelle, une situation d'insécurité politique, une agression sexuelle ou autre, jusqu'aux menaces terroristes et épidémiques comme les virus Ébola ou Zika.

Pour une situation donnée, la marche que doit suivre chaque personne impliquée est clairement ventilée, qu'elle soit accompagnateur, coordonnateur, membre de la famille ou partenaire terrain. Guide d'intervention, le protocole de sécurité du CS3R est transmis aux membres de la cellule de crise avant chaque départ, ainsi qu'aux ambassades canadiennes et autres autorités présentes sur le terrain.

LE VOLONTOURISME

Alice Grinand

Être un simple touriste n'a plus le vent en poupe. Aujourd'hui, il faut voyager éthique : restauration du patrimoine, accompagnement d'enfants orphelins, préservation de l'environnement, etc. Chaque Samaritain peut trouver chaussure à son pied pour satisfaire ses désirs philanthropes.

Le volontourisme, néologisme basé sur la contraction entre volontariat et tourisme, est une nouvelle forme de tourisme qui surfe sur la vague de l'éthique, de l'équitable et du solidaire. Attention à ne pas s'y tromper : les entreprises qui proposent ce genre de voyages solidaires et humanitaires ne sont pas des associations ou des organismes à but non lucratif, mais bien des agences de voyage dont le but premier est de faire du profit, malheureusement parfois au détriment du bien-être de la population locale.

Car l'affaire a de quoi être juteuse. Motivés par leur envie de changer le monde et de découvrir une nouvelle culture, les volontouristes, pour la plupart des jeunes adultes, sont prêts à déboursier plus de 2000\$, billets d'avion non-inclus, pour aller faire du bénévolat à l'autre bout du monde. Leur attitude pourrait être louable, mais il semblerait que ce genre de voyage serve surtout à remplir les poches de ces entreprises. Ainsi, Projects Abroad, l'une des plus grandes organisations de volontourisme, a enregistré 4 millions de dollars de profit en 2014. Le flou reste cependant complet sur la somme attribuée aux projets mis en œuvre.

L'envers du décor paraît peu glorieux. Dans une volonté d'être accessible à tous, il n'y a pas, ou peu, de critères pour participer à ce genre d'expérience. Par contre, envoyer sur le terrain des personnes qui n'ont pas les compétences appropriées a un coût – ce sont cependant les locaux qui paieront les pots cassés.

LA PERLE DES ANTILLES

ENTRE ESPOIR ET DÉFIS

À l'automne dernier, j'ai eu le plaisir d'accompagner en Haïti un groupe de 9 étudiants inscrits au programme Techniques de travail social du CEGEP de Trois-Rivières avec ma collègue Luce Doré. Ce stage, appuyé par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R), s'est déroulé sur un fond de campagne électorale puisque c'est dans cette période que s'est ouvert le premier tour des élections. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous y avons vécu un paradoxe majeur.



Jean-François Aubin

D'un côté, nous avons rencontré beaucoup d'Haïtiens qui s'organisent pour améliorer leurs conditions de vie et rebâtir un pays détruit non pas uniquement par le tremblement de terre de 2010, mais bien et surtout par l'exploitation que le pays subit depuis de nombreuses années. Une exploitation exercée par différents pays étrangers et par différentes compagnies internationales qui profitent de la main-d'œuvre et des ressources naturelles. Haïti, un pays riche en ressources, est pourtant le pays le plus pauvre des Amériques. Près de 80% de la population vit sous le seuil de la pauvreté absolue, alors que 56% vit dans une pauvreté extrême.

Malgré tous les efforts d'organisation de la population, l'espace politique demeure fragile, inexistant parfois et même corrompu dans certains cas.

Lors de notre séjour, nous avons travaillé avec l'Institut de recherche et d'appui technique en aménagement du milieu (IRATAM). IRATAM est composée d'Haïtiens qui réalisent un travail formidable pour soutenir le développement des communautés du nord dans la région de Cap Haïtien. L'Institut est d'ailleurs un partenaire depuis quelques années du CS3R. Un partenariat qui nous fait dire qu'il faut nuancer ses propos lorsqu'on questionne la pertinence des ONG en Haïti. Il est vrai que certaines ONG internationales deviennent un gouvernement dans

le gouvernement, mais il ne faut pas généraliser. Il faut plutôt soutenir les organisations locales issues du peuple haïtien.

Le paradoxe : malgré tous les efforts d'organisation de la population, l'espace politique demeure fragile, inexistant parfois et même corrompu dans certains cas. L'incapacité du pays de renouveler son parlement et de choisir un nouveau président n'est que le reflet de cette triste réalité. Pourtant, nous avons vu là-bas un peuple plutôt politisé, si bien qu'à première vue, davantage de personnes s'intéressent à la vie politique qu'on peut en compter au Québec. Malgré cet intérêt manifeste, la sauce politique ne prend pas. Si on fait un

lien avec le Québec où il y a parfois débat public sur l'importance et la présence du rôle de l'État, il faut aller en Haïti pour voir comment son absence freine le développement d'un pays. Une réalité que nous avons parfois tendance à oublier...

Nonobstant les grandes difficultés de se donner un gouvernement digne de ce nom, l'espoir est malgré tout de mise en Haïti. Premièrement, le peuple haïtien s'organise de plus en plus. Plusieurs coopératives de producteurs agricoles ont vu le jour au cours des dernières années. Et il y a également la jeunesse.

Au cours de notre séjour, nous avons rencontré des étudiants en service social à l'Université de Limonade. Des jeunes inspirés qui veulent construire la nouvelle Haïti et qui se forment dans cette optique. Cela nous conduit à nous demander: que pouvons-nous faire comme Québécois ? D'abord être solidaire de ces initiatives locales. Les activités du CS3R en Haïti et de IRATAM, entre autres, sont de belles portes d'entrée pour nous mettre en lien avec la réalité haïtienne et nous permettre, de différentes façons, d'appuyer les organisations qui œuvrent sur l'île d'Hispaniola.



Pour reconstruire Haïti il faut, certes, remettre sur pied les bâtiments qui n'ont pas résisté au dernier tremblement de terre, comme le Palais national, mais également ériger des bases institutionnelles solides pour assurer l'avenir de la première démocratie d'Amérique.

LA POUDRIÈRE SAHÉLIENNE

Les récentes attaques survenues en plein cœur de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, et où la vie de six Québécois a été soufflée par le sifflement des balles, jettent la loupe de l'actualité internationale sur les menaces djihadistes qui sévissent dans la région du Sahel. Petit retour sur cette bande de sable africaine sujette à l'implosion, surtout depuis le conflit et l'intervention militaire occidentale qui a précipité la chute du dictateur libyen Kadhafi en 2011.

Olivier Gamelin

Le Sahel, cordon de terre qui fait fi des frontières géographiques, traverse le continent africain d'est en ouest, tout juste en dessous des régions désertiques dites sahariennes, tout juste au-dessus des luxuriantes savanes. Une ceinture naturelle, en somme, qui serpente à travers une dizaine de pays, dont le Burkina Faso, le Mali,

Depuis l'intervention occidentale en Libye, qui a vu tomber la couronne du dictateur Mouammar Kadhafi, la vie des Libyens est devenue un enfer, et la sécurité au Sahel fond comme peau de chagrin.

le Niger et l'Algérie. Une ceinture explosive où plusieurs groupes djihadistes provoquent la pluie et le beau temps, dont le groupuscule Al-Mourabitoune, affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique, qui a revendiqué les attentats de Ouagadougou le 15 janvier dernier, et ceux de Bamako au Mali en novembre 2015.

Ce n'est pas d'hier que l'épée de Damoclès oscille sur la tête du Sahel. Si le climat semi-aride y est généralement stable, il en va autrement

du climat politique, soumis depuis des années à d'importants bouleversements. Ainsi, même si le Burkina Faso avait pour l'heure été épargné par l'extrémisme meurtrier, ils étaient nombreux à croire que ce n'était là qu'une question de temps avant que les djihadistes sévissent.

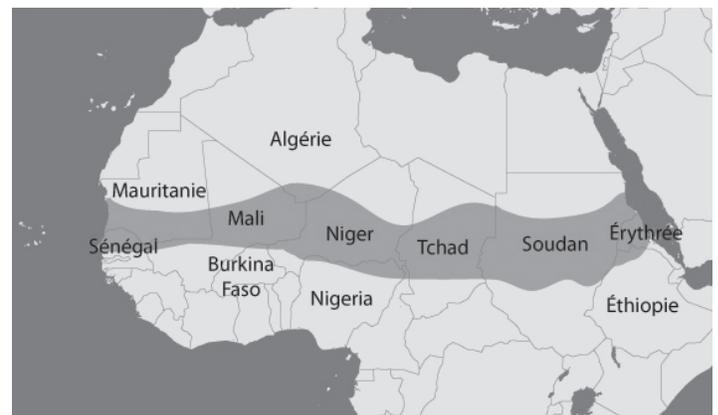
Depuis l'intervention occidentale en Libye, qui a vu tomber la couronne du dictateur Mouammar Kadhafi, la vie des Libyens est devenue un enfer, et la sécurité au Sahel fond comme peau de chagrin. Vide politique oblige, trou noir démocratique, la Libye est devenue, ni plus, ni moins, un *djihadistan*, c'est-à-dire un arsenal à ciel ouvert où les fondamentalistes s'arment sans retenue. On estime qu'après la chute de Kadhafi, un million d'armes légères, dont plusieurs fournies par les puissances occidentales, se sont retrouvées entre des mains aux intentions belliqueuses, sans compter l'armement beaucoup plus lourd dispersé aux quatre vents dans le Sahel.

Ainsi, selon le président du Conseil marocain des études stratégiques, Mohammed Benhammou, « la Libye est de loin la menace la

plus importante [parmi les conflits mal éteints de la région]. Elle est le point qui risque de faire basculer le désordre stable du Sahel ».

De la Libye, revenons au Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres de la planète (181^e rang sur 187), en suivant le chemin des soldats d'Al-Mourabitoune, c'est-à-dire en passant par la frontière burkina-bé-malienne. Jusque-là considéré comme un sanctuaire de paix au Sahel, le Burkina Faso n'est plus épargné depuis l'enlèvement d'un ressortissant roumain en avril 2015 et l'attaque d'une gendarmerie en août, deux crimes revendiqués par le groupe Al-Mourabitoune. Dernier massacre en liste: celui de la capitale burkinabé, Ouagadougou, en janvier 2016.

L'harmattan, ce vent qui balaie sans relâche le Sahel lors de la saison sèche, semble désormais insufflé en partie par le fondamentaliste Mokhtar Belmokhtar, émir de la nébuleuse Al-Mourabitoune. En contrepartie, cinq pays du Sahel se sont réunis sous l'appellation « G5 du Sahel » afin « d'apporter une réponse régionale et coordonnée aux défis sécuritaires actuels liés aux menaces des groupes armés terroristes ». L'avenir dira si leurs actions feront tourner le vent du bon côté. En attendant, de nombreux groupes et analystes internationaux exhortent les gouvernements occidentaux, dont le Canada, à mieux évaluer les conséquences de leurs interventions militaires à l'étranger.



Depuis 2011, le Sahel, qui traverse l'Afrique d'est en ouest et qui fait fi des frontières géographiques, est le théâtre de tous les bouleversements.

RÉFUGIÉ : UN CHEMINEMENT

Javier Escamilla est arrivé à Trois-Rivières il y a 14 ans. Avec toute sa famille, il a fui la très belle ville de Cali (Colombie) devant d'insistantes menaces de mort et parce qu'il n'avait aucune garantie de pouvoir protéger la vie de ceux et celles qui, au milieu de ce conflit, faisaient la promotion d'une société basée sur le vivant. Javier a été reçu au Canada avec le statut de réfugié.



Claude Lacaille

Javier et sa famille font ainsi partie des 400 000 Colombiens réfugiés dans le monde, dont près de 18 000 au Canada. La Colombie continue de faire face aux conséquences de 50 ans de conflits armés et de violence due à la présence de groupes armés illégaux, du trafic de cocaïne, de mines antipersonnelles et de disputes pour le contrôle du territoire. C'est pourquoi la population subit les problèmes de recrutement forcé d'enfants soldats, de contrôle des communautés, de menaces et d'assassinats sélectifs et de violence sexuelle. En plus des réfugiés à l'extérieur du pays, la Colombie a vu 10% de sa population condamnée à des déplacements forcés à l'intérieur du pays, un drame national aux terribles conséquences.

« Je me sens d'attaque et heureux de pouvoir continuer à lutter avec dignité, au sein d'un Québec dont j'adore la diversité culturelle, les paysages à couper le souffle, l'histoire, le présent et l'avenir... »

tout, il demeure encore aujourd'hui un utopiste, un résistant et un créateur.

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) maintient des liens profonds avec cet artiste militant engagé depuis les premiers jours

de son arrivée dans notre ville. Il a trouvé dans cette organisation une communauté d'accueil avec laquelle il collabore passionnément. Il nous partage son vécu avec verve et passion. Diplômé en éducation en Colombie et en arts plastiques à l'UQTR, il prend l'initiative de projets de création artistique et d'échanges interculturels avec les universités d'Amérique latine. Ses œuvres incitent à réfléchir sur le monde contemporain, tant sur la responsabilité individuelle que collective et sociale. Ses interventions font le lien entre l'art, l'éducation et la culture en favorisant la participation citoyenne dans le processus de création artistique. Il a été récipiendaire de plusieurs prix et bourses au Québec et au Canada.

« Ce fut un cheminement difficile que le processus d'intégration à la société québécoise » souligne Javier. « Mais malgré cela, ce fut très enrichissant pour nous. Je me considère comme un Colombien canadien enraciné très fortement au Québec et particulièrement à Trois-Rivières qui est devenu mon nid, mon refuge, mon foyer. Il m'arrive parfois, à cause de ce choc culturel, de me sentir un sans patrie. Néanmoins, je me sens d'attaque et heureux de pouvoir continuer à lutter avec dignité, au sein d'un Québec dont j'adore la diversité culturelle, les paysages à couper le souffle, l'histoire, le présent et l'avenir... Tout cela est passionnant. Je crois que nous devons transmettre à d'autres des pistes pour un vivre-ensemble digne. C'est un défi ardu, mais j'aime les luttes qui font progresser les mentalités et les sociétés. Je vis avec dignité. Je suis conscient de mes forces et de mes faiblesses. Je ressens une immense force pour continuer à contribuer à ce torrent de vie dont je suis tributaire. J'aime ma famille et mes proches et je crois en ce que je fais, accompagné que je suis par une compagne merveilleuse et deux enfants à qui nous voulons transmettre l'expérience d'une vie...vivante », mentionne Javier.

L'artiste est travailleur autonome. Il crée et établit un dialogue culturel avec le Québec, sans frontière linguistique, et c'est ainsi qu'il exprime ce qu'il ressent, ce qu'il pense et ce qu'il bâtit : des projets qui donnent de la dignité à la vie, qui défendent les droits humains, la diversité culturelle et biologique et le travail communautaire comme exercice démocratique du tissu social, en contrepartie du travail aliénant, matière première du capitalisme.

ARDU ET ENRICHISSANT

Les personnes qui sont forcées de quitter leur pays pour trouver refuge ici constituent une richesse pour notre société.

Ainsi, à l'initiative du Réseau In-Terre-Actif, section jeunesse du CS3R, notre artiste trifluvien accompagne des classes d'arts plastiques dans six écoles secondaires de la Mauricie. Le projet s'ouvre aussi à des groupes communautaires. Fruit de ce travail, une exposition sera présentée au Forum social mondial de Montréal en août 2016. Ce projet, appelé *Change le monde, une œuvre à la fois*, tient une exposition originale et porteuse d'espoir en la jeunesse au Musée québécois de culture populaire durant deux semaines du 19 avril au 1^{er} mai, et ce pour la cinquième année.

Javier Escamilla est aussi engagé dans l'organisme Piliers Verts (www.piliersverts.com). Depuis deux ans, il travaille à sensibiliser la communauté trifluvienne à la protection de la rivière Milette qui traverse la ville. Avec des résidents et des élèves engagés dans ce projet, en partenariat avec la Ville de Trois-Rivières, l'équipe a réalisé plein d'activités : une grande corvée de nettoyage, l'aménagement des rives et d'un sentier pédestre, des visites sur le terrain, l'observation et la récolte de la flore, l'analyse de l'état de l'eau, des dessins d'observation, des campagnes d'information et de sensibilisation.

En conversant avec cet homme chaleureux et ouvert, on réalise à quel point les personnes qui sont forcées de quitter leur pays pour trouver refuge ici constituent une richesse pour notre société. Ils n'ont pas à se voir accoler l'étiquette de réfugiés pour le reste de leur vie. Ce sont des citoyens qui viennent enrichir le Québec et avec lesquels nous grandissons collectivement.

Nous accueillons ces personnes forcées de se déplacer et leur permettons de poursuivre ici leur vie en toute sécurité. Mais il n'est pas tout de leur offrir un logement digne, des vêtements, des soins de santé, etc. Les réfugiés ont une histoire, ils ont été arrachés à un monde qu'ils aimaient, à des parents, des amis, à une ville qu'ils adoraient. Ils ne viennent pas commencer ici une nouvelle vie, comme s'ils devaient oublier leur vie antérieure. Ils vivent un choc



L'artiste et pédagogue d'origine colombienne, Javier Escamilla, débarqué sur les berges de la rivière Saint-Maurice il y a 14 ans.

culturel, linguistique et professionnel, mais ils sont porteurs d'une histoire personnelle et collective qui représente une grande richesse humaine. Ils aimeraient nous partager leurs expériences et aspirent à un dialogue entre leur culture et la culture d'accueil. C'est dans ce dialogue fraternel et ouvert, sans préjugé ni peur irrationnelle, que ces nouveaux arrivants deviendront nos compatriotes et qu'ils nous partageront leur richesse. « La solidarité n'est pas chose du passé, c'est un projet de vie », conclut Javier.

S'OPPOSER AU PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE

UNE IMPORTANTE BATAILLE

Le Partenariat transpacifique (PTP) a été signé le 3 février dernier par douze pays de la zone du Pacifique, dont le Canada. Que trouve-t-on dans cet accord de plusieurs milliers de pages, écrit dans un langage juridique obscur? Rien de très bon pour les populations, mais tout pour plaire aux entreprises transnationales. Cette signature n'est cependant pas une fatalité : l'accord ne sera pas adopté tant qu'il ne sera pas ratifié par les gouvernements.

**Claude Vaillancourt**

Président de l'ATTAC-Québec

Le gouvernement canadien et les gens d'affaires nous promettent monts et merveilles grâce aux accords commerciaux, entre autres le PTP, le plus important jamais négocié par notre pays : nos entreprises pourront prospérer en exportant plus facilement nos produits, ce qui créera de l'emploi. Le coût des produits baissera et les consommateurs en profiteront.

Ces prédictions risquent cependant de ne jamais se réaliser. 97% des produits exportés dans la zone du PTP ne sont pas touchés par les droits de douane. Le PTP n'aura donc qu'une incidence réduite sur les prix. L'accord vise en fait une réduction des barrières non-tarifaires, c'est-à-dire des lois, des réglementations et des normes. Cette réduction, que l'on nomme « harmonisation », consiste bien souvent à s'ajuster sur le plus bas dénominateur.

EMPLOI ET AGRICULTURE

L'optimisme de nos gouvernements en ce qui concerne la création d'emplois pourrait se heurter à une dure réalité. Non seulement les travailleurs seront moins protégés, mais les règles du travail seront assouplies. La concurrence entre les travailleurs des différents pays, la concentration des activités des entreprises dans les mêmes lieux — les plus favorables à l'accumulation de leurs profits — pourront causer des pertes d'emplois : 58 000 emplois au Canada et 771 000 dans l'ensemble des pays du PTP, selon une étude réalisée en janvier 2016 par l'Université Tufts aux États-Unis¹.

Le PTP a beaucoup attiré l'attention au Québec parce qu'il remet en cause la gestion de

l'offre. Cette menace est bien réelle : permettre un accès supplémentaire de 3,25% de produits laitiers suffit à fragiliser un secteur pourtant essentiel dans le développement de nos régions. Si on ajoute les 17 700 tonnes de fromage supplémentaires qu'enverront les Européens à la suite de la conclusion d'un autre accord commercial entre le Canada et l'Union européenne (l'AECG), on comprend à quel point cette industrie est désormais vulnérable.

Mais cet aspect n'est que la pointe de l'iceberg. Dans ses milliers de pages, le PTP cache d'innombrables arrangements, faits par des négociateurs qui ont produit le contenu de l'entente en secret, sans consulter personne, sinon les grands lobbies d'affaires, présents pendant toutes les négociations.

LES ENTREPRISES CONTRE LES GRANDS ÉTATS

L'un des aspects les plus discutables de l'accord est la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États. En ayant recours à des tribunaux d'arbitrage privés, des entreprises peuvent poursuivre des États si ceux-ci les privent de profits réels ou anticipés. Ce mécanisme se retrouve dans de nombreux accords de libre-échange et donne lieu à des poursuites toujours plus nombreuses et plus coûteuses, dont certaines vont à l'encontre de choix qui relèvent du processus démocratique.

Parmi les affaires en cours, mentionnons la compagnie Veolia qui s'attaque au gouvernement égyptien parce qu'il a haussé le salaire minimum, ou plus près de chez nous, Lone Pine Resources qui poursuit le gouvernement du Canada pour 250 millions \$ parce qu'à la suite d'une importante mobilisation citoyenne, le gouvernement du Québec a choisi d'imposer un moratoire sur l'explo-

tation du pétrole et du gaz de schiste dans le Saint-Laurent. TransCanada s'en prend quant à elle au gouvernement des États-Unis et lui demande un montant de 15 milliards \$ pour avoir empêché son projet d'oléoduc Keystone XL. Le PTP donnera encore plus de possibilités pour les compagnies de s'en prendre à des décisions démocratiques.

LIBRE-ÉCHANGE ET ENVIRONNEMENT

Ce mécanisme de règlement des différends est surtout un important outil de lobbying qui permet aux entreprises de menacer un gouvernement dès qu'un projet de loi ne leur convient pas, même si ce dernier est conçu en fonction de l'intérêt public.

La portée de cet instrument paraît particulièrement problématique alors qu'il devient urgent de lutter contre les changements climatiques. Alors que les accords pour protéger l'environnement ne sont en rien contraignants, comme ceux négociés à Paris pendant la COP21, les accords de libre-échange, comme le PTP, donnent un pouvoir considérable aux entreprises.

Les accords de libre-échange sont en fait incompatibles avec les préoccupations environnementales. D'autant plus que le libre-échange, par sa volonté de maximiser la production et de faire baisser les coûts, favorise une forte consommation d'énergie et le transport de marchandises sur des distances considérables. Il encourage fortement le développement d'une agro-industrie axée sur l'exportation. Carburant à l'énergie fossile, ce type de production ne fait qu'accroître les problèmes environnementaux.

TRÈS GRANDE PROPRIÉTÉ

Comme beaucoup d'accords de libre-échange, le PTP s'intéresse à la propriété intellec-



tuelle. L'objectif n'est pas cependant de protéger les petits créateurs en leur donnant la possibilité de mieux vivre de leurs œuvres. De très grandes entreprises pourront plutôt mettre la main sur une partie du savoir afin de mieux le contrôler et d'enregistrer les profits.

Il faudra également attendre de 50 à 70 ans après la mort des créateurs avant que leurs productions entrent dans le domaine public. Cette mesure profitera d'abord et avant tout aux entreprises qui détiennent les droits d'auteur et qui comptent les faire fructifier le plus longtemps possible, quitte à en restreindre l'accessibilité. Même Internet sera atteint par le PTP : le principe de neutralité du Web serait visé et les entreprises pourraient s'attaquer aux sites qui ne respecteraient pas leur propre définition de la propriété intellectuelle.

Le secteur pharmaceutique est aussi visé. Afin de «protéger» les nouveaux médicaments de marque, le PTP permettra de retarder l'arrivée sur le marché des médicaments génériques, ce qui pourrait causer des coûts de 800 millions \$ par année au système de santé canadien. Les grandes compagnies prétendent qu'elles ont besoin de cette protection pour favoriser la recherche. Certaines études ont cependant montré que les compagnies profitent beaucoup de la recherche universitaire, qu'elles dépen-

sent des montants beaucoup plus élevés en marketing, que leurs profits sont, à l'heure actuelle, considérables et cela, aux dépens des malades.

DES TRAVAILLEURS COMME DES MARCHANDISES

Le chapitre 12 de l'Accord, concernant la mobilité de la main-d'œuvre, soulève une grande inquiétude. Le PTP accordera aux entreprises la possibilité de déménager leur personnel selon leurs besoins, transportant les individus d'un pays à l'autre pour une période restreinte, puis les rapatriant lorsque le travail sera terminé. Une compagnie établie au Pérou ou au Japon pourra faire venir des travailleurs en quantité nécessaire, sans avoir à répondre à nos normes du travail et peut-être même profitant du salaire et des conditions de travail du pays d'origine.

Il s'agit là d'une demande que plusieurs grandes entreprises ont formulée à quelques reprises, malgré les réactions d'opposition très forte qu'elle a déclenchées. On la retrouvait notamment dans l'Accord sur le commerce des services (AGCS), négocié à l'OMC, sous le nom de «mode 4». Le PTP lui permettra peut-être de prendre forme.

L'immense labyrinthe juridique qu'est le PTP contient encore bien d'autres pièges. La culture s'y retrouve, même si la Convention sur la protection et la promotion de la di-

versité des expressions culturelles demande qu'elle en soit exclue. Les marchés publics seront ouverts à la concurrence étrangère au-delà d'un certain seuil dans les appels d'offre. L'éducation y est très mal protégée, ce qui pourrait menacer tout ce qui est «en concurrence avec le privé ou offert sur une base commerciale».

UNE MOBILISATION NÉCESSAIRE

Et quoi encore? Le PTP est si complexe et si volumineux qu'il prendra peut-être des années avant d'en soupeser toutes les conséquences. Pourtant, une fois adopté, il sera quasiment irréversible. Il faudra donc y penser deux fois plutôt qu'une avant de s'engager dans une telle aventure.

Il ne fait plus aucun doute : le PTP, s'il est adopté, transformera significativement notre économie, et cela de façon très néfaste pour les populations. Il peut paraître surprenant qu'un accord aussi volumineux, incluant tant de secteurs de l'économie, puisse être ratifié par les gouvernements sans véritable débat public dans chacun des pays concernés. Ce qui est pourtant le cas.

Le gouvernement Trudeau nous a promis d'en débattre, justement, mais sans donner davantage de précision. Jusqu'à maintenant, la ministre du Commerce international, Chrystia Freeland, s'est contentée de quelques « consultations » qui se sont surtout adressées à un public restreint et en grande partie sympathique à l'accord.

Pour l'ensemble des citoyens du Québec, un débat superficiel sur le PTP n'est pas suffisant, encore moins s'il se fait dans un contexte et selon les conditions choisies par le gouvernement. Il faudrait désormais envisager une véritable mobilisation citoyenne — contre cet accord, et contre les autres ententes du même type négociées par le Canada. Les accords de libre-échange ont des conséquences trop considérables pour qu'on les abandonne à des négociateurs technocrates et des politiciens qui les connaissent, somme toute, très mal.

1- Jenorim Capaldo et Alex Izurieta, *Trading Down : Unemployment, Inequality and Other Risks of the Trans-Pacific Partnership Agreement*, Tufts University, 2016, 22 p.

UNE DÉMOCRATIE GANGRÉNÉE

Les États-Unis d'Amérique sont cités en exemple comme modèle politique. Avec raison. Après tout, le pays symbolise la liberté, l'innovation, le prestige. C'est dans ce pays qu'on retrouve les plus grandes universités (pensons à la Ivy League), les plus grandes entreprises d'innovation technologique (pensons à la Silicon Valley), les institutions financières qui dictent la marche à suivre à bon nombre d'États. Comme gendarme du monde (hard power), mais aussi comme modèle culturel (soft power), les États-Unis exportent encore chaque jour l'image d'une Amérique triomphante. Néanmoins, la campagne présidentielle actuelle soulève une fois de plus des questions immenses sur le caractère désuet de la démocratie étasunienne. Loin de symboliser le progrès et la liberté, ce système politique est sclérosé, élitiste et gangréné. Examinons la situation.



Daniel Landry

Le système est sclérosé. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à observer la présidence de Barack Obama depuis 2009. À la fondation des États-Unis, le système de *checks and balances* a été mis en place pour empêcher les abus possibles d'un des trois pouvoirs (exécutif, législatif ou judiciaire). Soit. Cela fonctionne tellement bien qu'Obama a dû renoncer à une réforme substantielle du système de santé, qu'il a été dans l'impossibilité d'apporter quelque changement que ce soit en matière de contrôle des armes à feu et qu'il a été contraint de sui-

mais la chose publique, éloignant démocrates et républicains de tout compromis possible. L'arrivée du Tea Party dans le paysage politique depuis 2008 radicalise une frange importante des partisans républicains et exacerbe ainsi les tensions avec le parti rival.

Le système est élitiste. Certains pourraient parler d'« oligarchie » compte tenu du fait que la moitié des élus au Congrès sont millionnaires. Pour ceux qui aspirent aux postes de pouvoir, les campagnes électorales sont coûteuses et réservées exclusivement à l'élite des deux grands partis. Pour un candidat indépendant, les chances d'être élu sont pratiquement nulles. Quant au système de vote, il comporte des éléments issus d'une autre époque tel que le système des Grands électeurs. Toutefois, le plus discriminatoire

des éléments est sans doute la ségrégation informelle qui tient des membres de communautés en entier hors de l'engagement civique (Noirs et Hispaniques).

Le système est gangréné. Il l'est par les lobbies et groupes de pression qui exercent une influence colossale sur les élus. Rappelons à cet effet que les États-Unis sont en élection à toutes les deux années, d'où l'influence marquée de tels groupes qui profitent d'un climat électoral permanent. Pour donner quelques exemples lourds de conséquences, la National Rifle Association (NRA) bloque toute tentative de contrôle des armes à feu; l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) oriente la politique étrangère des États-Unis au Proche et au Moyen-Orient; des grandes industries pétrolières comme

Pour ceux qui aspirent aux postes de pouvoir, les campagnes électorales sont coûteuses et réservées exclusivement à l'élite des deux grands partis.

vre l'agenda du Congrès républicain (depuis 2011) quant aux dépenses de l'État. Même à l'international, les initiatives du président sont sans cesse contrecarrées (fermeture de Guantanamo, actions pour lutter contre les changements climatiques, rapprochements avec Cuba et l'Iran). Pourquoi tant de soucis? Parce que la partisanerie transcende désor-



Le système politique états-uniens est gangréné par les lobbies et autres groupes de pression qui exercent une influence colossale sur les élus et, par ricochet, sur les valeurs américaines, dont la liberté individuelle tient le haut du pavé.

Exxon Mobil ou Chevron exercent une influence notable sur les politiques énergétiques du pays; et le dessein des États-Unis se décide davantage à Wall Street qu'à Washington.

En somme, il serait aisé de se laisser piéger par le cynisme. D'ailleurs, la campagne dangereusement clownesque de Donald Trump pourrait même nous faire croire que démocratie rime avec mascarade. Quant aux cam-

pagnes de Clinton, Rubio, Bush ou Cruz, elles ne semblent proposer que la reproduction d'un système bipartisan figé. Cependant, comme en 2008 quand Obama parlait d'espoir (*Hope*) et de changement (*Yes we can*), les Américains doivent s'accrocher aux idées progressistes et aux politiciens qui proposent de faire les choses autrement.

Dans cette optique, Bernie Sanders porte un vent de fraîcheur en proposant de s'attaquer

au pouvoir de Wall Street. Il propose une véritable révolution sociale : soins de santé universels, gratuité scolaire dans les collèges, salaire minimum, fractionnement des grandes banques. Obama a le mérite d'avoir mobilisé une partie importante de la population autour d'idées porteuses et de slogans originaux. Le prochain président devra aller plus loin et assumer des responsabilités sans précédent. Il devra réformer cette superpuissance.

SOCIALISME ÉTATSUNIEN : UN OXYMORE?

La course à la présidence des États-Unis permet au monde entier de connaître Bernie Sanders, politicien du Vermont qui se définit comme « socialiste ». Être socialiste aux États-Unis, est-ce cohérent? Peut-on se dire socialiste sans risquer les amalgames avec le stalinisme, le castrisme ou la Corée du Nord, tous considérés comme ennemis de l'Amérique? Il semble que ce soit le pari de Sanders lors de cette élection.

Daniel Landry

Bien que le système politique aux États-Unis ait des allures de bipartisme (républicains contre démocrates), le socialisme étasunien possède une longue histoire. Le Socialist Party of America (et son candidat à la présidence Eugene Debs) a constitué une force importante dans les années 1910 et 1920. Il est cependant exact que jamais cette idéologie n'a réussi à quitter la marge. Cela s'explique sans doute partiellement par le programme interventionniste des démocrates de Roosevelt dans les années 1930. Mais surtout, socialisme et communisme semblent longtemps avoir été considérés comme synonymes. D'ailleurs, au milieu du XX^e siècle (1950-1954), le maccarthysme traquait toute personne soupçonnée d'accointance avec les com-

munistes. Une chasse aux sorcières s'était mise en place et elle ciblait, parfois de façon totalement arbitraire, des gens qui dérangeaient l'ordre établi : intellectuels, artistes et homosexuels.

Bien que le socialisme soit resté marginal, il survit. C'est d'ailleurs au sein du Socialist Party of America que Bernie Sanders a fait son éducation politique. Il a participé aux divers mouvements sociaux en effervescence au cours des années 1960 (pour les droits civiques, contre la guerre du Vietnam). D'autres partis politiques tel que le Socialist Workers Party¹ étaient aussi très actifs à cette période, mais leur importance électorale est demeurée très modeste et elle ne cesse de s'amenuiser depuis.

Même après la chute de l'Union soviétique (1991), il semble toujours difficile de s'afficher comme socialiste aux États-Unis. Pour dénigrer Obama lors de la campagne de 2008, des journalistes de médias conserva-



Bernie Sanders.

teurs (Fox News notamment) l'accusaient d'être socialiste (l'insulte suprême!). Cependant, depuis cette campagne, des maux du système capitaliste ont émergé (crise des subprimes et endettement des ménages; crise sociale), favorisant possiblement une réconciliation avec quelques idées socialistes. Sanders centre d'ailleurs son combat sur la redistribution des richesses et sur une révolution politique qui permettrait une plus grande implication de la population dans le monde politique².

L'originalité de Sanders, c'est sa capacité à s'opposer au pouvoir en place. C'est comme socialiste qu'il est devenu maire de Burlington (1981-1989) et comme candidat indépendant qu'il devient successivement représentant (1991-2007) puis sénateur (2007 à aujourd'hui) du Vermont. En 2016, c'est maintenant par « intégration subversive »³, qu'il souhaite représenter la formation démocrate et être élu 45^e président des États-Unis en novembre. Peut-être est-il révolu le temps où « socialisme étasunien » était un oxymore. Car la popularité grandissante de Sanders, ainsi que la nature des problèmes socioéconomiques des États-Unis, laissent présager la résurgence de cette orientation politique au cours des prochaines décennies.

1- Un de ses membres importants est l'auteur et militant pro-Castro Jack Barnes.

2- Bhaskar Sunkara, « Un socialiste à l'assaut de la Maison Blanche », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.

3- L'expression est de John Ziegler. Elle réfère à la stratégie d'intégrer des institutions pour les changer de l'intérieur.

ÉTAT DE LA SITUATION

JE DÉPENSE DONC JE TUE

Selon l'annuaire 2015 de l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm (IRPS), les dépenses militaires ont atteint la somme de 2 300 milliards \$ (CAN) à l'échelle mondiale. Quoiqu'élevé, ce montant est en léger recul par rapport au niveau de 2013, soit 0,4% de moins.

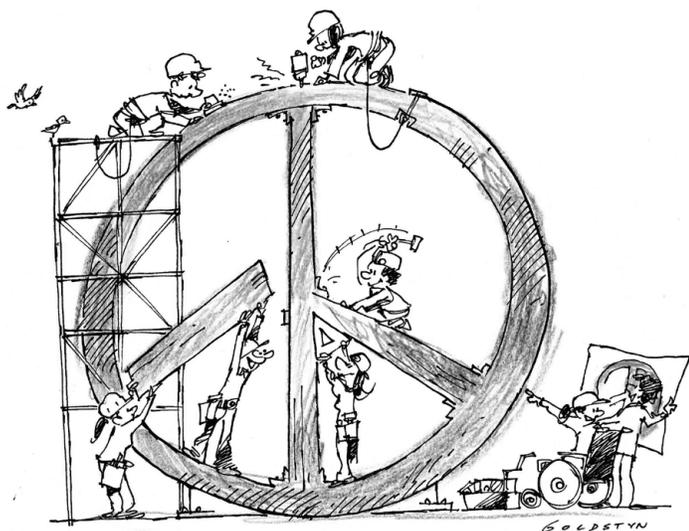


Jules Bergeron

Les dépenses dédiées à la militarisation représentaient en moyenne, pour 2014, une dépense de 245 \$ par personne à l'échelle planétaire. Par contre, ce montant varie fortement d'un pays à l'autre. Pour le Canada, ce chiffre s'établissait à 492 \$ *per capita*, comparativement à 1 900 \$ aux États-Unis, 2 400 \$ pour Oman et 2 700 \$ pour l'Arabie saoudite.

Les États-Unis ont dépensé à eux seuls 610 milliards \$ à des fins militaires en 2014, soit près de 30% des débours mondiaux. La Chine vient en 2e place avec une estimation de 216 milliards \$, puis la Russie (84 milliards \$), l'Arabie saoudite (81 milliards \$), la France (62 milliards \$) et l'Inde (50 milliards \$).

Sur une base géographique, on remarque que les dépenses militaires ont augmenté fortement en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Asie orientale, en Océanie, en Europe orientale et au Moyen-Orient. Elles ont diminué dans d'autres parties du monde comme en Amérique latine.



Notons qu'il y a une différence entre les dépenses militaires, d'une part, et le commerce des armes, d'autre part. Les dépenses à caractère militaire sont effectuées par les gouvernements des pays, alors que le commerce des armes se compose des exportations et des importations militaires pays par pays. L'IRPS estimait la valeur de ce commerce au minimum à 76 milliards \$ à l'échelle mondiale pour la seule année 2013, dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

Les principaux exportateurs d'armes sont les États-Unis et la Russie, avec des parts respectives de 31% et de 27%. La Chine, la France et l'Allemagne suivent derrière avec une part identique de 5%. L'Inde agit comme premier importateur mondial, avec 15% de la valeur des importations militaires. L'Arabie saoudite et la Chine se partagent le 2e rang des importateurs, avec 5 % des importations militaires mondiales.

À propos du commerce des armes, il est bon de rappeler qu'en avril 2013, 155 pays ont voté à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur du Traité international sur le commerce des armes. Ce traité était à l'agenda de l'ONU depuis 2006. Par contre, seulement 72 pays l'ont ratifié jusqu'ici. Ce traité n'interdit pas le commerce des armes, mais veut le rendre plus transparent et éviter le commerce illégal des armes.

Le Canada n'a pas encore ratifié ce document qui représente un premier pas dans la longue marche vers la paix. Par contre, lors de la campagne électorale fédérale en octobre 2015, Justin Trudeau a déclaré qu'un gouvernement libéral irait de l'avant en la matière. L'avenir nous le dira... Dernièrement, une conférence s'est tenue à Cancun dont le but premier était l'amorce de négociations sur la mise en œuvre du traité et de ses règles de fonctionnement.

LES BÉNÉFICIAIRES ET LES VICTIMES

Sur une base annuelle, l'IRPS publie la liste des principales entreprises faisant des affaires d'or dans le domaine militaire. Rien ne change vraiment parmi les principaux bénéficiaires, puisque ce sont de grandes entreprises multinationales qui déclarent des milliards \$ en chiffre d'affaires, quand ce n'est pas en profits.

Les victimes, ce sont principalement les civils morts lors des conflits, ainsi que les migrants et les réfugiés. Selon l'Institut international

Il est bon de rappeler qu'en avril 2013, 155 pays ont voté à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur du Traité international sur le commerce des armes.



Le gouvernement canadien ne cachait pas, jusqu'à tout récemment, que le Moyen-Orient faisait partie des marchés en émergence où il souhaitait se positionner

d'études stratégiques (IIES), le nombre de personnes mortes à cause de conflits armés s'est chiffré à 180 000 en 2014, comparativement à 56 000 en 2008. À lui seul, le conflit syrien a fait 70 000 morts en 2014, alors que de semblables violences ont fait 18 000 morts en Irak.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le nombre de réfugiés et de déplacés s'établissait à 60 millions en 2015, un sommet jamais atteint auparavant depuis la fin de la 2e Guerre Mondiale. Une décennie plus tôt, soit en 2005, on comptait 20 millions de personnes lancées sur les routes de l'exil.

ET LE CANADA DANS TOUT CELA?

Jusqu'à tout récemment, le Canada était un important exportateur d'armes. Pour la période s'échelonnant entre 2009 à 2013, selon les données de l'IRPS, le Canada a pris le 15e rang des pays exportateurs de matériel militaire.

Traditionnellement, ce sont les États-Unis qui constituent le principal client des entreprises canadiennes, avec une estimation minimale de 1,2 milliard \$ (CAN) d'exportations militaires pour l'année financière 2012-2013. Par contre, la situation se présente différemment avec la signature, en 2014, du plus important contrat militaire de toute l'histoire canadienne qui consiste en la livraison de blindés légers à l'Arabie saoudite. Échelonné sur 14 ans, ce contrat représente une somme de 15 milliards \$. Le gouvernement fédéral affirme que 3 000 emplois seront maintenus et que 500 sous-traitants bénéficieront de cet accord.

Grosso modo, le gouvernement canadien soutient l'industrie militaire de plusieurs manières :

1- Le Canada participe activement, avec les entreprises intéressées à l'International Defense Exposition, au plus important salon de défense stratégique du monde qui se déroule à Abu Dhabi. Dans le

cadre de sa politique de promotion des exportations de nature militaire, le gouvernement canadien ne cachait pas, jusqu'à tout récemment, que le Moyen-Orient faisait partie des marchés en émergence où il souhaitait se positionner.

2- Le Canada vient en aide aux entreprises du secteur militaire par le biais d'un programme nommé ISAD, ou Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense. Depuis 2007, ce programme favorise la recherche, le développement et l'innovation au sein des entreprises sectorielles.

3- Le Canada est un partenaire majeur des États-Unis dans la conception et le développement de l'avion de chasse F-35, censé remplacer les F-18 vieillissants. Bien que le Canada ne se soit pas engagé à en faire l'achat, les entreprises canadiennes ont obtenu pour 637 millions \$ de contrat entre 2012 et 2014. Pour l'ensemble de la production, on prévoit un total de 10 milliards \$ de contrat pour les entreprises canadiennes.

LA PAIX PLUS RENTABLE QUE LA GUERRE

Selon une étude réalisée par la Kennedy School of Government, les conflits en Irak et en Afghanistan auraient coûté entre 4 000 et 6 000 milliards \$, soit l'équivalent du produit intérieur brut de la Chine. C'est aussi trois fois le montant total des dépenses militaires faites à l'échelle mondiale en 2014.

La guerre contre l'État islamique coûte 1 milliard \$ par mois aux États-Unis. La présence militaire canadienne en Afghanistan a coûté plus de 18 milliards \$ entre 2001 et 2011, soit 200 millions \$ par mois.

À ce prix, n'aurions-nous pas davantage intérêt à cultiver la paix? Lorsqu'on sait que 34 milliards \$ seraient nécessaires pour éradiquer la faim dans le monde, soit 34 jours de joute militaire contre l'État islamique, la question demeure toujours légitime...

LES FARAMINEUSES FINANCES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Depuis la montée des attentats terroristes dans le monde, qui déstabilisent la géopolitique mondiale actuelle, il est important de prendre quelques temps pour réfléchir et approfondir l'origine de l'État islamique (EI), particulièrement ses modes occultes de financement.



Jean-François Veilleux

L'EI s'autofinance à 95%. C'est d'abord par la vente des richesses naturelles que le groupe s'enrichit (pétrole, gaz, ciment, céréales et produits des exploitations agricoles, sans compter sa main mise sur la deuxième réserve mondiale de phosphate). Par exemple, l'été dernier, la vente clandestine de pétrole leur rapportait entre 700 000\$ et 1,5 million \$ par jour.

Les observateurs s'inquiètent également de cette fameuse drogue, le Captagon, une sorte de dérivé d'amphétamine qui inonde le Moyen-Orient. En plus de permettre aux réfugiés syriens de s'évader un peu, elle aiderait notamment les djihadistes à accomplir leurs actes terroristes. Consommées par les combattants des différents fronts de la guerre syrienne pour annihiler la peur et la fatigue durant les combats, ces pilules sont désormais exportées vers les pays du Golfe, où elles sont vendues à un prix 15 fois supérieur à leur coût de fabrication.

Au total, le budget annuel de l'EI se situe entre 2 et 3 milliards \$, puisque le groupuscule continue de diversifier ses sources de revenu.

donné le manque de communication entre Saoudiens, Européens et Américains, 80% du Captagon voyagerait sans encombre. Certains estiment que sa lutte est vaine à cause du manque de moyens dédiés à cet égard.

Au total, le budget annuel de l'EI se situe entre 2 et 3 milliards \$, puisque le groupuscule continue de diversifier ses sources de revenu: racket, pillages, taxes, impôts, extorsion, trafic humain, trafic illégal d'œuvre art et de pièces archéologiques.

À l'origine, la production de Captagon était localisée en Europe de l'Est, pour finalement se relocaliser en Syrie vers 2011. Depuis, les autorités locales ont multiplié par six les saisies. À lui seul, ce marché possède une valeur estimée à un milliard \$ et serait l'une des principales sources de financement de l'EI.

Considéré par certains observateurs comme un « pare-balle chimique », environ 60 millions de ces pilules transitent chaque année de la Jordanie à l'Arabie saoudite. Étant

DÉTRUIRE OU VENDRE L'ART?

Pour Naser Khader, ancien membre du Parlement danois d'origine syrienne, « les islamistes radicaux sont les nazis de l'islam ». Depuis quatre ans, par divers actes criminels, l'EI détruit l'héritage du berceau de l'humanité, du site assyrien de Nimroud au musée de Mossoul en Irak en passant par Hatra (une cité vieille de 2000 ans). La valeur de ce patrimoine de l'humanité approprié par la force est estimée à 2 260 milliards \$!

En août dernier, l'EI a notamment fait exploser en Syrie les plus beaux temples de la cité antique de Palmyre, un « crime de guerre » et une « perte considérable » pour l'humanité selon l'UNESCO, ainsi qu'un « acte barbare » aux yeux de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Au même moment, les djihadistes ont exécuté plus de 200 personnes, dont 20 abattues dans le théâtre antique, ainsi que brutalement décapité un ancien chef des antiquités, Khaled al-Assaad, âgée de 82 ans, une référence mondiale à propos de Palmyre.

Selon l'ONU, « plus de 300 sites historiques syriens ont été endommagés, détruits ou pillés au cours du conflit qui a éclaté en 2011 et qui est devenu, au fil des ans, de plus en plus complexe, opposant désormais régime, rebelles, djihadistes et Kurdes. » Mohammed Al-hakim, l'ambassadeur de l'ONU en Irak, soutient à cet effet que le trafic d'antiquités aurait en outre rapporté au moins 100 millions \$ au califat autoproclamé.

Ces pièces pillées sur les sites archéologiques, dans les musées ou encore chez les collectionneurs privés sont vendues dans les pays voisins, puis introduites en Europe en falsifiant leur certificat d'authenticité. En 2015, le Washington Post rapportait qu'une centaine d'artefacts syriens pillés ont été retrouvés en Angleterre, dans des galeries d'art ou chez des antiquaires.

Considérant que les hydrocarbures représentent 50% des revenus de l'EI, dont le pétrole parvient en Syrie, en Irak, en Jordanie, mais surtout en Turquie, il serait temps de mettre la pression sur ces pays qui bordent la Syrie, particulièrement la Turquie, dont les frontières poreuses participent à financer, consciemment ou non, l'EI.

L'Union européenne commence également à être montrée du doigt pour avoir acheté (légalement) ce pétrole de contrebande. En effet, le 22 avril 2013, « les 27 ministres des Affaires étrangères de l'UE ont décidé de lever le blocus européen portant sur l'importation de pétrole syrien venant des territoires rebelles. »

« Les jeunes d'aujourd'hui méritent une éducation qui ne glorifie pas la guerre, mais éduque pour la paix, la non-violence et la coopération. Ils ont besoin des compétences et des savoirs qui leur permettront de cultiver la paix pour eux-mêmes et pour le monde auquel ils appartiennent. »

Chowdhury Anwarul K., ambassadeur des Nations Unies

L'ÉDUCATION À LA PAIX, UNE PRIORITÉ !



Anick Michaud

Que veut dire la paix? Quelles sont les sources de conflits armés dans le monde? Comment est-il possible de construire la paix autour de nous? Le Réseau In-Terre-Actif tente d'y répondre en offrant plusieurs outils et activités pédagogiques aux intervenants, enseignants, élèves ou toute personne désirant se sensibiliser au thème de la paix et devenir acteur de changement.

OUTILS ET ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES PORTANT SUR LA PAIX (IN-TERRE-ACTIF.COM)	NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES (ENTRE SEPTEMBRE 2015 À FÉVRIER 2016)
Album thématique : Pour une culture de la paix	1800 exemplaires distribués
Animation : Pour une culture de la paix Animation : Les réfugiés	800 élèves touchés
Concours : Génies en herbe sur la paix	1500 élèves participants (Les commissions scolaires du Chemin-du-Roy, de l'Énergie et de la Riveraine)
Expo-photos : Engagez-vous pour la paix! La paix une priorité! Connaissez-vous vos droits?	Exposées au sein de 6 institutions au Québec
Fiches pédagogiques: Construire la paix, ONU, enfants-soldats... / Dossier complet : Paix et guerre	Téléchargeables gratuitement en ligne

À l'aide de différents outils et activités pédagogiques les personnes touchées seront en mesure, entre autres, de :

- Comprendre les notions de justice, d'égalité, de tolérance et de démocratie ;
- Prendre conscience de l'omniprésence de la violence dans nos sociétés ;
- Reconnaître les organisations au service de la paix ;
- Comprendre et appliquer les principes de la communication non-violente ;
- Développer des stratégies afin de résoudre pacifiquement des conflits ;
- D'œuvrer pour un monde plus humain, pacifique et solidaire.

« Les outils du Réseau In-Terre-Actif sur le thème de la culture de la paix nous permettent d'aborder un thème complexe avec simplicité. Ils sont à la fois clés en main, accessibles et remplis de pistes de réflexion pour entretenir la paix autour de soi. C'est très stimulant et d'actualité comme thème! »



Marlène Dubois

Animatrice à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire, commission scolaire de La Riveraine

Album thématique

Cet album thématique, destiné aux élèves du 3^e cycle du primaire et 1^{er} cycle du secondaire, veut favoriser une meilleure compréhension de l'importance de construire un monde de paix. Il propose des outils et des stratégies pour résoudre pacifiquement les conflits au quotidien. Il invite à relever des défis et à poser des gestes concrets qui peuvent faire une différence.

Génies en herbe

Le concours annuel « Génies en herbes » consiste en un jeu-questionnaire sur un enjeu de société et s'adresse aux classes du 3^e cycle du primaire et du 1^{er} cycle du secondaire. Les élèves participants se forment sur une thématique déterminée à partir d'un outil pédagogique du Réseau In-Terre-Actif afin de représenter leur école lors d'une grande finale régionale. « Pour une culture de la paix » est le thème de la 7^e édition du concours. 1500 jeunes au sein de 25 écoles y prennent part en 2016.



BABILLARD

BRIGADES VERTES

Le Réseau In-Terre-Actif est heureux de compter sur le soutien financier de Gaudreau Environnement inc. dans la consolidation de brigades vertes au sein d'écoles de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Ce projet vise à accompagner des actions écologiques et des événements écoresponsables que les jeunes auront choisis de mener au sein de leur institution scolaire en 2016.



PHOTO: ANDRÉANNE LEMIRE

PRIX SOLIDARITÉ BRIAN-BARTON

Lors de la 19^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale, le CS3R a eu le bonheur de remettre conjointement le Prix Solidarité Brian Barton 2015 à Louise Lebrun et à Diane Lemay.

Rappelons que le Prix Solidarité Brian-Barton vise à souligner l'apport solidaire exceptionnel d'organismes ou de personnes actifs dans le développement d'une solidarité internationale. Sur la photo, on reconnaît Anick Beneke, membre du conseil d'administration du CS3R, les lauréates Louise Lebrun et Diane Lemay, le directeur général du CS3R Jean-Marc Lord, ainsi que Joanie Milette, agente de développement au CS3R.



Robert Aubin
DÉPUTÉ DE TROIS-RIVIÈRES

214, rue Bonaventure
Trois-Rivières, QC G9A 2B1
robert.aubin@parl.gc.ca
819 371-5901

@RobertAubinNPD
 /robertaubin.deputenpdtr

CONCOURS DE LETTRE OUVERTE

Dans le cadre de la 3^e édition de son concours « La lettre ouverte, un outil citoyen », le Réseau In-Terre-Actif a tissé des partenariats avec la Société d'étude et de conférences (section Mauricie et Centre-du-Québec), la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie ainsi que les conseillères pédagogiques en français des commissions scolaires du Chemin-du-Roy et de l'Énergie. Cette année, plus de 1000 jeunes au sein de 8 écoles secondaires prendront part au concours qui vise à préparer les élèves de 5^e secondaire à l'examen ministériel en écriture et à contribuer à l'éducation citoyenne des jeunes sur un enjeu d'actualité. Le thème de la 3^e édition : la consommation de pétrole au Québec.



Société d'étude et de conférences
Mauricie et Centre-du-Québec

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le développement international a été au cœur des échanges entre Robert Aubin, député de Trois-Rivières et porte-parole du NPD en matière de développement international, et Michèle Asselin, directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

La rencontre bipartite, tenue le 11 février, a été initiée par le CS3R avec l'objectif avoué d'outiller M. Aubin sur la question du développement international afin qu'il puisse porter avec efficacité ce dossier auprès de l'ensemble des députés du Parlement canadien.

Sur la photo : Jean-Claude Landry, président du conseil d'administration du CS3R, Michèle Asselin, directrice générale de l'AQOCI, et Robert Aubin, député de Trois-Rivières.



BIENVENUE AUX RÉFUGIÉS!

Alors que la Mauricie accueille les premiers réfugiés syriens sur les berges de la rivière Saint-Maurice, le CS3R lance sur tous les toits des mots de bienvenue !

Ainsi, le CS3R invite la population à afficher publiquement la légendaire ouverture des Trifluviens en portant le macaron d'accueil à l'effigie de l'oiseau de la paix, qui porte en son bec un rameau d'olivier. Vous pouvez vous procurer le macaron de l'accueil des réfugiés en vous présentant directement au bureau du CS3R, situé au 942, rue Sainte-Genève. Les macarons sont offerts gratuitement jusqu'à épuisement des stocks. Pour vérifier s'ils sont encore disponibles, vous pouvez téléphoner au 819 373-2598.

Bienvenue aux
réfugiés!



اهلا وسهلا بكم

RÉSOLUTION DU PLUS VIEUX CONFLIT D'AMÉRIQUE LATINE

FIN DE PARCOURS POUR LES FARC

La poignée de main fut historique. Le 23 septembre 2015, 17 h 30 sonnait à peine sur l'horloge de La Havane lorsque le président colombien, Juan Manuel Santos, a tendu une main amicale à son ennemi de la première heure, le chef des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), Rodrigo Londono Echeverri, alias « Timochenko ».

Olivier Gamelin

Une poignée de main dite « historique » afin d'officialiser l'épilogue d'une guerre qui perdure depuis un demi-siècle et qui a entraîné dans son sillon la mort de 220 000 Colombiens, le déplacement de six millions de personnes et la disparition de dizaines de milliers d'autres. Depuis ce premier face à face pacifique, les négociations se poursuivent avec, en bout de piste, l'espoir de parapher, à la pointe d'une branche d'olivier, la fin de la plus vieille révolution communiste d'Amérique latine.

Romantiques pour les uns, criminels aux yeux des autres, les révolutionnaires FARC pourront-ils sortir de sitôt de la forêt amazonienne?

Inscrites sur la liste canadienne, états-unienne et européenne des organisations terroristes à surveiller, les FARC sévissent dans le maquis colombien depuis 1964. Enlèvements de policiers, de politiciens, de militaires, de citoyens troqués contre rançon, extorsions, maraudage de récoltes, vols de bétail, trafic de drogue sont parmi les sources de revenus qui ont permis à l'organisation d'armer et d'entraîner entre 17 000 paramilitaires à son apogée et 8000 aujourd'hui, dont 40% de femmes. Entre autres fait d'armes les plus médiatisés, rappelons le kidnapping de la politicienne franco-colombienne Ingrid Betancourt entre 2002 et 2008.

Synthétisés à leur plus petit dénominateur, les objectifs visés par les FARC sont : la rédaction de nouvelles politiques agraires, la lutte contre le narcotraffic soutenu par divers groupes paramilitaires, la participation officielle des guérilleros démobilisés dans l'arène politique colombienne et l'instauration d'une justice transitionnelle. Depuis le début de l'actuelle ronde de négociations entreprise en 2013, les pourparlers vont bon train. Les deux parties ont conclu des accords partiels sur le déminage des zones de guerre (40% du territoire national), l'intégration des anciens rebelles à la vie politique, ainsi que la fin du trafic de drogue.

Si de nouvelles escalades de violence ne sont pas enregistrées de part et d'autre, l'accord final devrait être signé le 23 mars 2016. Cela dit, ce n'est pas la première fois que les deux frères ennemis s'assoient, sans succès, à la même table. Les quatre tentatives de paix négociées depuis 1980 ont toutes été vouées à l'échec.



Poignée de main historique entre le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, à gauche, et le chef des Forces armées révolutionnaires de Colombie, Rodrigo Londono Echeverri. Au centre, Raoul Castro, président cubain et hôte des pourparlers de paix.

Parmi les points qui achoppent encore, notons la mise en œuvre des peines encourues pour les acteurs impliqués dans le conflit. Tant du côté des révolutionnaires que du côté des forces légales, certains individus sont d'ores et déjà soupçonnés de crimes de guerre. Par exemple, en juin 2015, un rapport signé par l'organisation Human Rights Watch pointait du doigt l'assassinat par des militaires de jeunes Colombiens dont le cadavre avait été « déguisé » en FARC afin de « gonfler les chiffres ».

Romantiques pour les uns, criminels aux yeux des autres, les révolutionnaires FARC pourront-ils sortir de sitôt de la forêt amazonienne? Du même souffle, le gouvernement colombien pourrait-il mettre un terme à cette guerre qui, bon an, mal an, lui coûte neuf milliards \$? Cela sans compter les dix milliards \$ décaissés par les États-Unis depuis quinze ans, officiellement pour lutter contre la production et le trafic de drogue.

L'Union européenne, elle, y croit. En janvier 2016, ses députés exhortaient les États membres à débloquer un fond fiduciaire spécial afin de soutenir la Colombie post-FARC et dédommager les victimes collatérales. Un optimisme partagé par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui, le 26 janvier, créait une mission pour superviser le cessez-le-feu. Ainsi, au cours des douze prochains mois, des centaines d'observateurs internationaux, non-armés, sillonneront la jungle colombienne dans le but de valider le désarmement des forces révolutionnaires et le respect bilatéral du processus de paix. Un processus de paix qui, selon Bogota, pourrait prendre au moins « une génération » avant de porter ses fruits.

À VOIR



Tout peut changer, le 7 avril 2016 à 19 h 30
Ciné-Campus (858, rue Laviolette, Trois-Rivières)

Et si faire face aux changements climatiques était une opportunité de construire un monde meilleur? Le documentaire *Tout peut changer* reconsidère admirablement le grand défi que représente la crise climatique actuelle. Réalisé par Avi Lewis et inspiré du livre à succès *Tout peut changer* de Naomi Klein, le film dresse le portrait de sept communautés, premières victimes des changements climatiques. Lewis propose une analyse où la «vérité qui dérange» n'est pas les gaz à effet de serre mais bien le rôle joué par le capitalisme dans ce désastre annoncé. Ainsi, si nous ne pouvons infléchir les lois de la nature, nos comportements, eux, peuvent être radicalement changés. Mais voilà que, prise à rebours, cette crise écologique et existentielle devient une opportunité de transformer radicalement le monde dans lequel nous vivons.



EXPOSITION

Change le monde une œuvre à la fois,
du 19 avril au 1^{er} mai 2016

Musée québécois de culture populaire
(200, rue Laviolette, Trois-Rivières)

Change le monde une œuvre à la fois exposera les fruits artistiques d'une réflexion sociale entreprise par les élèves des écoles secondaires de la région. Issue d'un travail d'accompagnement pédagogique dans les classes d'arts plastiques participantes par l'équipe du Réseau In-Terre-Actif, en collaboration avec un artiste professionnel de la région, l'exposition permettra de contempler des œuvres originales et porteuses d'espoir. Des visites guidées pour groupes scolaires seront organisées à la suite du vernissage qui aura lieu le 19 avril à 16h15 au Musée québécois de culture populaire. Bienvenue à tous.



À VISITER

Site internet - www.altermondes.org

Altermondes est un média citoyen qui, à travers une revue trimestrielle, deux hors-séries par an et un site Internet, s'intéresse aux problématiques internationales sous l'angle de la solidarité et de la citoyenneté, du développement durable et des droits humains. Il favorise la compréhension des enjeux internationaux, éclaire les projets, les mobilisations et les alternatives citoyennes et promeut des comportements et pratiques plus justes, plus responsables et plus solidaires.

**ALTER
MONDES**
— NOUS LIRE, C'EST DÉJÀ AGIR

À LIRE



Michel Marian, *Le génocide arménien*, 2015,
Éditions Albin Michel

Cent ans après le génocide arménien perpétré en avril 1915, Michel Marian fait revivre deux histoires singulières et passionnelles, celle des Arméniens et celle des Turcs. L'auteur accompagne les Arméniens sur le chemin séculaire de leur quête de justice, exigeant la réintégration de leur malheur dans la mémoire universelle. Il retrace le travail difficile mais remarquable qu'une partie du peuple turc a entrepris depuis une décennie pour se réapproprié un passé tragique et coupable. Il dévoile les surprises, les personnalités, les hasards, les occasions trouvées ou manquées qui ont séparé ces histoires, avant de leur donner une chance de se rencontrer.

CRITIQUE CINÉMA

AH ! LES VACHES !



Alice Grinand

Les 18 fugitives, film de Paul Cowan et Amer Shomali, raconte l'histoire de 18 vaches achetées par des Palestiniens de Beit Sahour, dans le but de reconquérir une autonomie substantielle. Ce documentaire, sélection palestinienne 2016 pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère, raconte surtout l'absurdité du conflit israélo-palestinien.

Le film, combinant parfaitement différentes techniques – interviews de personnes impliquées dans les événements, images d'archives, animations en stop-motion en noir et blanc ou reconstitutions – se passe en 1987.

Cette année-là, la mort de quatre Palestiniens sous les roues d'un camion israélien provoque un soulèvement de la population palestinienne contre Israël. C'est l'année de la première Intifada qui a eu lieu de la bande de Gaza jusqu'en Cisjordanie.

L'Intifada a certes été caractérisée par des émeutes et par des jets de pierre visant les forces israéliennes, lancés par des jeunes Palestiniens qui n'étaient souvent pas, ou à peine, sortis de l'enfance. Mais cette révolution palestinienne relevait également d'une démarche de résistance pacifique et de désobéissance civile.

Revenons à nos moutons, ou plutôt à nos vaches, qui sont pourtant rares dans les contrées cisjordanaises. À Beit Sahour, village pionnier dans la résistance pacifique palestinienne, ces vaches incarnent plus que de simples mammifères paissant dans les prés, mais l'inaccessible rêve de liberté et d'indépendance des Palestiniens.

La démarche est néanmoins pragmatique : les villageois acquièrent ces vaches à un kibboutz sympathisant voisin, afin de subvenir à leurs besoins en produits laitiers, leur permettant ainsi de boycotter le lait israélien.

Face au succès de cette ferme laitière, les forces israéliennes y voient un danger. Les bovins sont alors déclarés « menaces pour la sécurité nationale d'État », et à travers la traque de ces activistes politiques bovines, c'est la quête d'autonomie des Palestiniens qui est poursuivie sans relâche.

AGIR POUR CHOISIR LE MONDE



Vous appréciez Le Point ? Vous aimez le parti pris du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) en faveur de la solidarité, de la justice, de la paix et de la démocratie ? Vous souhaiteriez agir pour choisir le monde ?

Jean-Marc Lord

Directeur général et.... militant du CS3R

Organisation à but non lucratif fonctionnant grâce à la volonté de militants engagés, le CS3R compte sur le soutien financier des personnes qui partagent ses convictions et ses valeurs. Chaque don, même le plus petit, contribue à faire avancer nos idées, nous rend davantage indépendant, et renforce la détermination de nos militants à poursuivre notre mission de changer le monde.

1) FAITES UN DON AU CS3R !

Au moment d'écrire ces lignes, nous avons atteint environ 70% de notre objectif de financement annuel. Un rappel vient d'être envoyé à environ 200 de nos donateurs qui n'ont pas encore répondu au premier appel et nous saurons d'ici la fin du mois de mars 2016 si l'objectif sera atteint.

AVEZ-VOUS FAIT VOTRE DON ?

- A) Faites-le en ligne de manière sécurisée : www.cs3r.org/don
 B) Postez votre chèque à l'ordre de : CS – Fonds de charité, 942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6

2) ACHETEZ UN BILLET DE LA LOTERIE SOLIDAIRE

Les billets de la Loterie solidaire 2016 sont actuellement en vente au coût de 144 \$ chacun. À ce jour, environ la moitié des 175 billets ont trouvé preneurs. Le premier tirage de 1025 \$ aura lieu le 21 avril 2016. En tout, il y aura neuf tirages totalisant 10 675 \$.

A) Achetez un billet !

B) Achetez une part d'un billet !

C) Devenez vendeur de nos billets de Loterie solidaire. Le CS3R vous remettra 50\$ par tranche de 5 billets vendus.

Informations : Ginette Houle – 819 373-2598, # 0 - ginette.houle@cs3r.org

3) UN DON PLANIFIÉ :

POUR LAISSER VOS VALEURS EN HÉRITAGE

Le don planifié prend souvent la forme d'un legs testamentaire ou d'une police d'assurance au bénéfice d'une organisation. Mais il peut aussi s'agir d'un don mensuel, d'un legs d'actions d'entreprise ou de la constitution d'un fonds de dotation dont les revenus d'intérêts bénéficient à l'organisme.

Contactez-moi pour discuter de la possibilité de faire un don planifié au CS3R :

819 373-2598, # 305 // jean.marc.lord@cs3r.org



LES GAGNANT DE NOTRE LOTERIE SOLIDAIRE 2015

1 025 \$ - Arlène et Gilles Cloutier (#29)

1 025 \$ - Raymond Corriveau (#164)

1 025 \$ - Michel Corriveau (#167)

1 025 \$ - Carolyne Aubin (#103)

1 025 \$ - France Cormier (#68)

1 025 \$ - Diane Archambault (#63)

1 025 \$ - Manon Claveau (#172)

1 750 \$ - Justin Bordeleau (#22)

1 750 \$ - Louise St-Gelais et

Réjean Pedneault (#109)



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
FONDS DE CHARITÉ-TR

Campagne annuelle de financement

Saviez-vous que les dons peuvent vous donner droit à un remboursement d'impôt allant de 35 % à environ 50 % selon la situation?

OUI, J'APPUIE LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ!

Ci-joint mon don :

30 \$ 50 \$ 100 \$ Autre : _____ \$

Chèque à l'ordre de CS - Fonds de charité

Ou faites un don en ligne de façon sécuritaire : www.cs3r.org

J'aimerais avoir de l'information au sujet des dons planifiés

Courriel : _____ Téléphone : _____

Changement d'adresse?

Loterie solidaire 2016

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TIERS-MONDE
FONDS DE CHARITÉ-TR

UNE LOTERIE SOLIDAIRE
QUI RESPECTE VOS VALEURS!

10 675 \$
en prix

9 TIRAGES
Coût du billet : 144 \$

Seulement 175 billets en circulation

Pourquoi notre loterie solidaire est-elle différente?

1. Elle respecte les valeurs du CS3R et les vôtres en ce sens qu'elle est menée au bénéfice de la construction d'un monde plus juste, plus équitable et moins militarisé.
2. Il y a 9 tirages totalisant 10 675 \$ et seulement 175 billets en circulation, ce qui augmente considérablement vos chances de gagner l'un de ces prix.
3. Les prix sont remis en argent.
4. Il y a un maximum d'un prix par billet.
5. Possibilité d'acheter un billet en groupe.
6. Possibilité de payer son billet en un ou plusieurs versements.

10 675 \$ en prix

Les tirages se feront aux dates suivantes avec les montants indiqués :

21 avril 2016	Midi	1025 \$
19 mai 2016	Midi	1025 \$
19 mai 2016	Midi	1025 \$
16 juin 2016	Midi	1025 \$
16 juin 2016	Midi	1025 \$
15 septembre 2016	Midi	1025 \$
15 septembre 2016	Midi	1025 \$
20 octobre 2016	Midi	1750 \$
20 octobre 2016	Midi	1750 \$

Nous vous encourageons à venir assister aux tirages aux moments indiqués ci-contre dans les locaux du **CS3R** :

942, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières G9A 3X6
819 373-2598

Les gagnants peuvent réclamer leur prix le jour ouvrable suivant la journée du tirage, mais la date ultime pour le faire est le 24 février 2017.

**RÉSERVEZ
VOTRE BILLET
DÈS MAINTENANT
EN CONTACTANT :**

Comité de Solidarité/
Trois-Rivières (CS3R)
819 373-2598 poste 0
ginette.houle@cs3r.org

9 TIRAGES

7 prix de 1 025 \$
et 2 grands prix de 1 750 \$

*Soutenir le Comité de
Solidarité/Trois-Rivières
(CS3R), c'est agir pour bâtir
un monde plus juste, plus
solidaire et moins militarisé,
donc plus sécuritaire et plus
harmonieux.*



942, RUE SAINTE-GENEVIÈVE,
TROIS-RIVIÈRES QC G9A 3X6
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG

